

# CHAPITRE 5 : HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DEPUIS LE XVIÈME SIÈCLE

## Partie 1 : Les fondements de l'économie

### PLAN :

<b>QUESTION 1. QUELS SONT LES PREMICES DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ?</b> .....	<b>3</b>
A. AUX ORIGINES DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE, LA GRÈCE ANTIQUE ET LE THOMISME CONDAMNENT MORALEMENT L'ENRICHISSEMENT PERSONNEL .....	3
B. LES DIFFÉRENTS COURANTS « MERCANTILISMES » AU XVIÈME ET XVIIÈME SIÈCLE : L'ENRICHISSEMENT MONÉTAIRE ET COMMERCIAL.....	4
C. LE LIBÉRALISME DES PHYSIOCRATES AU XVIIIÈME EN FRANCE : QUESNAY ET SON TABLEAU ÉCONOMIQUE...	7
<b>QUESTION 2. POURQUOI LE COURANT DE PENSÉE « CLASSIQUE » FONDE-T-IL LE LIBÉRALISME ?</b> .....	<b>11</b>
A. LE CONTEXTE HISTORIQUE : LA PREMIÈRE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE .....	11
B. ADAM SMITH, LE « SYSTÈME DE LIBERTÉ NATURELLE » ET LA « RICHESSE DES NATIONS » .....	11
C. DAVID RICARDO : UN APPROFONDISSEMENT DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DE SMITH.....	18
C. AUTRES AUTEURS NOTABLES : MALTHUS ET SAY .....	21
<b>QUESTION N°3. COMMENT KARL MARX CONTESTE-T-IL LE LIBÉRALISME ?</b> .....	<b>23</b>
A. UNE RAPIDE BIOGRAPHIE ET LE CONTEXTE HISTORIQUE DE MARX.....	23
B. MARX, PARFOIS QUALIFIÉ DE « DERNIER DES CLASSIQUES » S'INSCRIT DANS À LA FOIS DANS LA CONTINUITÉ ET EN RUPTURE AVEC LES ÉCONOMISTES CLASSIQUES.....	24
C. MARX INTRODUIT AU CŒUR DE LA THÉORIE DE LA VALEUR-TRAVAIL LA NOTION D' « EXPLOITATION » .....	25
D. LES CRISES DE SURPRODUCTION DANS LE CAPITALISME ET LA CRISE DU CAPITALISME APPARAISSENT INÉLUCTABLES.....	26
<b>QUESTION N°4. COMMENT LES NÉO-CLASSIQUES RENOUVELLENT-ILS LA PENSÉE LIBÉRALE ?</b> .....	<b>27</b>
A. L'APPROCHE NÉOCLASSIQUE RENOUVELLE L'APPROCHE CLASSIQUE .....	27
B. LES NÉOCLASSIQUES DE LAUSANNE FONDENT L'APPROCHE EN TERME D'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL ET D'OPTIMUM... 30	
C. METTANT L'ACCENT SUR LES LIMITES DU MARCHÉ, LES NÉOCLASSIQUES DE CAMBRIDGE REVENDIQUENT UN « LIBÉRALISME TEMPÉRÉ » .....	32
D. PAR L'ORIGINALITÉ DE SES AUTEURS, L'ÉCOLE DE VIENNE SE SITUE AUX FRONTIÈRES DE L'HÉTÉRODOXIE....	33
<b>QUESTION N°5. POURQUOI PEUT-ON PARLER DE « RÉVOLUTION KEYNÉSIEUNE » ?</b> .....	<b>34</b>
A. UNE RAPIDE BIOGRAPHIE ET LE CONTEXTE DE L'AUTEUR.....	34
B. UNE TRIPLE RUPTURE MÉTHODOLOGIQUE AVEC LA PENSÉE CLASSIQUE .....	35
C. CES RUPTURES MÉTHODOLOGIQUES CONDUISENT À DES RUPTURES THÉMATIQUES MARQUÉES ENTRE KEYNES ET LES CLASSIQUES.....	36
D. UNE « RÉVOLUTION KEYNÉSIEUNE » À NUANCER QUAND MÊME.....	37
<b>Q6 – QUEL EST L'ÉTAT DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DEPUIS KEYNES ?</b> .....	<b>38</b>
A. UN MOUVEMENT DE CONVERGENCE ENTRE LES PARADIGMES NÉOCLASSIQUE ET KEYNÉSIEUN .....	39
B. LA CONVERGENCE N'EMPÊCHE CEPENDANT PAS LA RÉAFFIRMATION DES ORTHODOXIES ET HÉTÉRODOXIES.	41

**Mot-clés :** oikonomos, la chrématistique, Le thomisme, le mercantilisme, le bullionisme espagnol, l'industrialisme français Le commercialisme britannique, la physiocratie, la tableau économique, la théorie de la valeur d'échange (Smith), théorie de la valeur travail « commandé » (Smith), prix naturel (Smith), division du travail, théorie des avantages absolus, système de liberté naturelle » (Smith), main invisible, une théorie de la valeur travail « incorporé » (Ricardo), le travail direct/ indirect (Ricardo) ; état stationnaire, théorie des avantages comparatifs, loi sur la population (Malthus), loi des débouchés (Say), la théorie de la valeur-travail (Marx), plus-value (Marx), taux de plus-value (Marx), taux de profit (Marx), composition organique du capital (Marx), mode de production (Marx), théorie de la valeur-utilité, équilibre général (Walras), l'optimum de Pareto, équilibre partiel (Marshall), le surplus (Marshall), externalités (Pigou), biens collectifs (Pigou), destruction créatrice (Schumpeter), incertitude radicale (Keynes), demande effective (Keynes), préférence pour la liquidité (Keynes), équilibre de sous-emploi (Keynes), nouveaux keynésiens, néokeynésiens, les postkeynésiens, école du

choix public, nouvelle économie classique, Courbe de Philipps (Samuelson, Solow), théorie du salaire d'efficience (Stiglitz, Shapiro), anticipation adaptatives (Friedman), anticipations rationnelles, courbe de Laffer, institutionnalisme, loi d'Engel, loi de Wagner, mode de régulation (Boyer), conventions

**Auteurs :**

Aristote, « L'éthique à Nicomaque » (IV<sup>ème</sup> avant JC),  
Boltanski Luc et Thévenot Laurent « De la justification. Les économies de la grandeur » (1991)  
Boyer Robert, « La théorie de la régulation. Les fondamentaux » (2004)  
Dupuy Jean-Pierre, al « Économie des conventions », in *Revue économique*, vol 40, n°2.  
Friedman Milton, « A theory of the consumption function » (1957)  
Heckscher Eli, « Le mercantilisme » (1931)  
Hicks John, « Mr Keynes and the classics », in *Econometrica* (1937)  
Keynes John M., « Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie » (1936)  
Klein Lawrence « La révolution keynésienne » (1947)  
Laffer Arthur, « The economy of the tax revolt » (1979)  
Malthus Thomas Robert, « *Essai sur le principe de population* » (1798).  
Marshall Alfred, « Principes d'économie politique » (1890)  
Marx Karl, « Le capital » (1867), 1884 et 1895 pour les tomes 2 et 3.  
Menger Carl, « Principes d'économie pure » (1871)  
Minsky « Can it happen again ? essays on instability and finance » (1982),  
Pigou Arthur Cecil « Economie du bien-être » (1920)  
Quesnay François, Tableau économique (1758)  
Ricardo David, « Des principes de l'économie politique et de l'impôt » (1817)  
Samuelson Paul, Solow Robert « Analytical aspects of anti-inflation policy », in *American Economic Review*, 1960  
Say Jean-Baptiste, « *Traité d'économie politique* » (1803).  
Schumpeter Joseph, « Histoire de l'analyse économique » (1954)  
Schumpeter Joseph, « Théorie de l'évolution économique » (1911)  
Shapiro Carl, Joseph Stiglitz « Equilibrium Unemployment as a Worker Discipline Device », in *American Economic Review* (1984)  
Smith Adam, « *La théorie des sentiments moraux* » (1759)  
Smith Adam, « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » (1776)  
Walras Léon, « Eléments d'économie pure » (1874),

**Lectures supplémentaires :**

Combe Emmanuel, *Le précis d'économie*, PUF, Chapitre 2. 2022  
Jacoud Gilles, Tournier Eric, *Les grands auteurs de l'économie*, Hatier, 1998  
Montoussé Marc, *Les nouvelles théories économiques*, Bréal, 2021.  
Guy Yann, al. *Grand manuel d'économie politique*, parties 1 et 2, Dunod, 2023

# QUESTION 1. QUELS SONT LES PREMICES DE LA PENSEE ECONOMIQUE ?

---

## A. Aux origines de la pensée économique, la Grèce antique et le Thomisme condamnent moralement l'enrichissement personnel

**Les premiers écrits de réflexion sur l'économie sont bien antérieurs au XVI<sup>e</sup> siècle.** Ils apparaissent dans la Grèce antique. **Hésiode**, dans « Les travaux et les jours » au VIII<sup>ème</sup> siècle avant notre ère fait l'éloge du travail, fondement de la vie en société et d'une vie heureuse et prospère, écrit comme une leçon de sagesse et de bonne gestion adressée à son frère, Persès, qui dilapidait l'héritage de leur père. C'est ainsi que le mot "économie" dérive du grec « **oikosnomos** », composé de oikos, pour "maison" et nomos, pour "règle, usage, loi" qui désigne l'art de bien administrer une maison, un domaine. Toutefois, le terme grec d'oikosnomos n'aurait été utilisé pour la première fois, dans cette acception, par Xénophon, dans un ouvrage rédigé vers 360 av. J.-C.

Au IV<sup>ème</sup> siècle avant JC, **Platon** dans « La République » et « Les lois » conceptualise ce que serait **une société idéale et apaisée**. Il distingue dans « La République » trois classes : ceux qui commandent la société, les gardiens, puis les laboureurs et autres artisans. Son souci est alors que ceux qui appartiennent à la classe supérieure ne forment pas une oligarchie. Dès lors, il proscrie la propriété personnelle et plus particulièrement la détention de matériaux précieux. Il préconise plutôt l'établissement d'une Cité qui repose sur une logique communautaire et un retour à une économie naturelle. Il ouvre ainsi la voie à un courant de pensée, l'**Utopie**, qui émergera surtout en période de crise au cours des siècles suivants (Pères de L'Eglise III<sup>ème</sup> siècle après JC, Thomas More qui invente le concept d'Utopie, Les communautés de Fourier, Cabet et Owen au XIX<sup>ème</sup> siècle). La pensée marxiste s'inscrit également dans cette logique puisqu'il s'agit de mettre en place une société communiste dans laquelle la gestion de la production et de la répartition des biens se fera directement en nature. Au même moment, **Aristote propose une réflexion économique plus approfondie que Platon**. Il ne se cantonne pas comme Platon à l'aspect normatif, mais tente d'en comprendre le fonctionnement réel. Dans « L'éthique à Nicomaque » (IV<sup>ème</sup> avant JC), il soulève plusieurs réflexions théoriques qui auront une grande postérité :

- Il distingue d'abord les deux usages spécifiques à chaque chose: un usage propre, conforme à sa nature (ainsi le soulier sert à chausser); un usage non naturel, soit celui d'acquérir un autre objet, par la voie de la vente ou de l'échange. C'est la **distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange** qui sera reprise par les économistes classiques et par Marx ;
- **A la question qu'est-ce qui détermine le rapport d'échange entre deux biens différents, Aristote apporte les deux grandes réponses entre lesquelles se partageront les économistes dans les siècles à venir.** D'une part, **la théorie de la valeur-travail** qu'adopteront Smith, Ricardo et Marx d'après laquelle c'est la quantité de travail nécessaire à la production d'un bien qui lui donne sa valeur. Aristote prend l'exemple d'un échange entre une paire de chaussures et une maison en soulignant que derrière cet échange se déroule un échange entre le travail du cordonnier et celui de l'architecte. D'autre part, **la théorie de la valeur fondée sur l'utilité** qui s'imposera avec la révolution marginaliste en soulignant que la valeur d'un objet réside dans le besoin qui est ressenti pour lui ;

- Il met aussi en avant **les trois fonctions de la monnaie** qu'on présente traditionnellement : une fonction d'intermédiaire, de réserve de valeur et d'unité de compte ;

Dans « La politique », **Aristote distingue la chrématistique, qu'il condamne moralement, de l'économique.** « Chrématistikos » signifie « qui concerne les affaires ». Aristote lui donne le sens d' « acquisition artificielle », qu'il oppose à l'acquisition naturelle des biens nécessaires à la vie, tant de la Cité que de la famille, incarnée par l'économique. L'acquisition naturelle est bornée par le fait que les besoins humains sont limités. Dans les maisons et les édifices publics, on ne peut accumuler sans fin les biens et les instruments qui ne servent qu'à sustenter la vie humaine. L'accumulation d'argent n'a au contraire pas de limite. C'est la raison pour laquelle **le commerce dans le but de s'enrichir et, encore plus, le prêt à intérêt, sont condamnables moralement.** Aristote accepte en revanche le commerce quand il sert à échanger des biens. L'usure sera condamnée religieusement dans l'Europe médiévale pendant très longtemps notamment avec l'influence du thomisme au XIIIème siècle.

Les enseignements d'Aristote se diffusent surtout en Europe à travers l'œuvre de Saint Thomas d'Acquin (1224-1274). On retrouve en effet chez Saint Thomas la plupart des analyses et concepts présents chez Aristote. **Le thomisme tolère le commerce mais à condition qu'il n'ait pas pour but l'enrichissement personnel.** Ainsi, les pratiques monopolitistiques sont condamnées, le prêt à intérêt (l'usure) est interdit, le change des monnaies (derrière lequel se trouve souvent des prêts à intérêt) également. De même, Saint Thomas développe l'idée du **juste profit ou du juste salaire.** Par exemple, le prix demandé par l'artisan doit simplement lui assurer une existence matérielle convenable, c'est-à-dire couvrir à la fois les dépenses de matières premières et l'achat de biens de consommation nécessaires à l'entretien de la famille et de ses compagnons. Le juste salaire est le salaire considéré comme normal dans la collectivité.

## B. Les différents courants « mercantilismes » au XVIème et XVIIème siècle : l'enrichissement monétaire et commercial

Alors que les auteurs du Moyen-Âge traitaient des questions économiques essentiellement sous l'angle de la morale divine (influence du thomisme), les mercantilistes abandonnent ce point de vue et jettent les bases d'**une nouvelle discipline, l'économie politique, pour prendre le contrepied de cette morale divine et inciter les marchands et souverains à s'enrichir.**

Tout d'abord, il faut présenter **le contexte historique** au début du XVIème siècle :

- **Un essor économique** : la fin du XVème siècle est marquée par des grandes découvertes, favorisées par les progrès de l'art et de la navigation. Le portugais Diaz contourne le cap de Bonne espérance en 1487 ; Colomb, à la solde de l'Espagne, découvre le « **Nouveau Monde** » en 1492. **L'Europe part ainsi à la conquête du monde.** Cette conquête se manifeste par la colonisation de l'Amérique, d'abord par les Espagnols puis par les Portugais, bientôt suivis des Français, Anglais et Hollandais. Les courants d'échanges se modifient et prennent de l'ampleur : les Portugais ouvrent une nouvelle route des épices contournant l'Afrique, tandis que se développe le commerce transatlantique, qui amène en Europe des produits nouveaux (tabac, tomates, maïs...) mais aussi l'or et l'argent des mines du Pérou ou du Mexique. **Le commerce triangulaire** entre l'Europe, L'Afrique et l'Amérique se développe à partir de la traite des esclaves qui dépeuple l'Afrique occidentale, enrichit les ports européens et apporte de la main d'œuvre dans les plantations de cannes à sucre en Amérique. Outre les « grandes découvertes », des progrès agricoles et industriels

expliquent le développement du commerce. On peut citer l'invention de l'imprimerie ou alors le développement des enclosures en Angleterre (mouvement de cloture des terrains communaux par les grands propriétaires) pour accroître l'élevage de moutons et abonder l'industrie lainière qui croît ;

- **L'émergence d'un Etat centralisateur** : le régime féodal qui dominait jusqu'alors, marqué par l'émiettement du pouvoir et la prépondérance de l'aristocratie terrienne, fait place progressivement à l'Etat centralisateur. Il prend par exemple la forme d'une monarchie absolue avec dans la première moitié du XVIème siècle François Ier, Henri VIII en Angleterre, Charles-Quint en Espagne ;
- **La Renaissance** : née au XVème siècle en Italie, la Renaissance se propage en Europe au XVIème siècle. A l'intérieur de ce mouvement les « humanistes » (Erasme, Rabelais, More) exalte la liberté intellectuelle et la dignité de l'homme. La liberté intellectuelle est surtout revendiquée sur le terrain scientifique comme celle de Copernic sur l'héliocentrisme accréditant l'idée que l'univers est régi par des lois que l'homme ne peut découvrir que par la raison et l'expérimentation. Même s'ils ne rompent pas avec l'Eglise, les critiques que font les humanistes de l'obscurantisme ou du dogmatisme (cf les « Sorbonagres » chez Rabelais) remettent en cause son autorité morale.

C'est dans ce contexte historique qu'il faut comprendre l'émergence de différents courants mercantilistes. **Les auteurs regroupés sous le vocable « mercantilistes » sont extrêmement divers**, et ce n'est qu'a posteriori qu'ils ont été regroupés ensemble sous ce même terme. Ce sont les physiocrates qui parlent de « système de commerce » et Adam Smith qui les désigne sous le terme de « système mercantile » pour marquer leur opposition théorique. C'est Eli Heckscher qui invente le terme en 1931 dans un ouvrage « Le mercantilisme » que ce spécialiste du commerce international leur consacre.

Schumpeter dans « Histoire de l'analyse économique » (1954) distingue plusieurs mercantilistes nationaux :

- **Le bullionisme espagnol** : Le bullionisme renvoie au mot anglais « Bullion » qui signifie « lingot ». Ce courant mercantiliste suppose alors que les métaux précieux et donc la quantité d'or détenue sont la richesse par excellence en raison de leur caractère impérissable. Dès lors, **il faut importer de l'or et éviter d'en exporter**. Le Royaume d'Espagne, qui avait missionné Christophe Colomb pour la découverte du « Nouveau Monde », peut développer ses pratiques bullionistes en exploitant l'or et autres métaux précieux de l'Amérique. D'après les estimations officielles de l'époque, 18 000 tonnes d'argent, 200 tonnes d'or sont transférés d'Amérique en Espagne entre 1521 et 1660, et sans doute le double d'après les recherches des historiens.
- **L'industrialisme français** : il y a en France une plus grande méfiance sur les effets positifs de l'accumulation de métaux précieux depuis **la controverse entre Malestroit et Bodin à la fin des années 1560** au sujet de l'origine de l'inflation. Pour Malestroit, l'inflation provient de la baisse du poids en métal des pièces frappées. Pour compenser cette baisse, les producteurs augmentent leurs prix pour conserver une quantité de métal. Pour Jean Bodin, c'est l'afflux de métaux précieux en provenance du Nouveau Monde qui est la principale source d'inflation. En effet, l'inflation en Espagne se traduit par un déficit commercial puisque les exportations coûtent plus chers et le coût relatif des importations est plus faible. Comme les espagnols importent plus, de nombreux pays voisins, dont la France, acquièrent un volume de métaux précieux plus abondant qui entraîne une hausse des prix. Jean Bodin formule ici la première théorie

quantitative de la monnaie d'après laquelle une hausse quantitative de la masse monétaire (ici les métaux précieux) génère une hausse des prix. Cette théorie sera reprise sous des formes différentes au XIX<sup>e</sup> siècle avec Ricardo, Mill, les néoclassiques Fisher et Pigou, puis au XX<sup>e</sup> siècle avec les monétaristes comme Milton Friedman. Le mercantilisme français n'est donc pas bullioniste, il est plutôt industrialiste, c'est-à-dire qu'il invite à **défendre les manufactures face à la concurrence étrangère pour accroître la richesse du souverain**. Antoine de Montchrestien est l'un des représentants de ce courant mercantiliste. Dans « Traité d'économie politique » (1615), il préconise le développement des manufactures pour pouvoir produire en France et exporter plutôt que d'importer. Pour ce faire, il défend l'idée d'un protectionnisme temporaire pour aider les industries françaises à lutter « contre les vautours étrangers qui viennent en France et aspirent la substance du peuple ». Il s'agit par exemple d'interdire les importations de biens manufacturés. Il estime qu'il faut également s'appuyer sur les corporations car le travail y est qualifié et la production de qualité. Enfin, il est favorable à la colonisation pour importer des matières premières des colonies et aider la production nationale. **Jean-Baptiste Colbert** fut aussi l'un des principaux représentants de l'industrialisme français (à tel point qu'on parle parfois de « colbertisme français »). Ministre du Roi Louis XIV entre 1661 et 1683, il a mis en place une politique douanière, réglementaire et manufacturière favorable au développement de l'artisanat et de l'industrie française. Le colbertisme a posé les bases d'une **tradition interventionniste française**.

- **Le commercialisme britannique** : les mercantilistes anglais sont d'abord commercialistes. Thomas Mun, qui est l'un des principaux représentants de ce courant, souligne **l'importance du commerce maritime**. Il faut que le Royaume-Uni dispose d'un monopole du transport maritime britannique pour s'enrichir pour deux raisons. D'une part, ce monopole doit permettre le contrôle du commerce extérieur et de favoriser les marchands britanniques. D'autre part, les navires britanniques doivent servir d'intermédiaire dans les transactions marchandes européennes. Les mercantilistes britanniques apparaissent comme les plus « libéraux » des trois courants mercantilistes : ils sont favorables à **la libéralisation des échanges commerciaux** de manière à ce qu'un grand nombre de marchandises transitent par leurs ports pour s'enrichir. Ce libéralisme a influencé le courant classique britannique au XVIII<sup>e</sup> siècle (A. Smith, D. Ricardo) qui militait pour une ouverture des échanges commerciaux.

Malgré la diversité des courants, on peut leur trouver **un certain nombre de points communs** :

- **Une pensée sécularisée** : alors que les auteurs du Moyen Âge traitaient des questions économiques sous l'angle de la morale divine, les mercantilistes proposent une économie politique (le terme apparaît pour la première fois chez Antoine de Montchrestien en 1615) sécularisée au sens où ils réfléchissent aux moyens efficaces pour accroître la puissance politique du royaume par le biais de la puissance économique. Cette sécularisation de la pensée économique est sans doute liée à la Renaissance où les humanistes exaltent la liberté intellectuelle en remettant en cause l'autorité morale de l'Eglise ;
- **La justification du rôle des marchands** : tenues en suspicion par l'Eglise (cf le thomisme) et méprisées par l'aristocratie terrienne, les activités commerciales et manufacturières sont valorisées par les mercantilistes. Ces derniers souhaitent montrer

la convergence d'intérêts qu'il y a entre le souverain et les marchands du royaume puisque **la puissance politique du souverain est censée reposer sur l'enrichissement des marchands**. Cette convergence est d'autant plus fondée qu'elle se situe dans un contexte historique de « grandes découvertes ».

- **Interventionnisme et nationalisme économiques** : les mercantilistes défendent un interventionnisme. L'Etat doit, selon eux, intervenir dans l'économie pour défendre l'économie nationale et faire en sorte que les marchands et le souverain s'enrichissent. Ainsi, il faut, entre autres, restreindre les importations et stimuler les exportations.
- **Les premiers pas de la macroéconomie** : sur le plan de la théorie économique, même si à l'époque le terme n'existe pas, les mercantilistes proposent un début de réflexion macroéconomique en cherchant à préciser les liens entre la masse monétaire et le niveau des prix (cf. Jean Bodin), en mesurant le niveau des importations et exportations par le biais de la balance commerciale (cf. Thomas Mun).

### C. Le libéralisme des physiocrates au XVIIIème en France : Quesnay et son tableau économique

Le terme de physiocratie, forgé par Dupont de Nemours, provient de la fusion de deux mots grecs : « physis », la nature et « kratos », la puissance. La physiocratie a dominé politiquement entre les années 1750 et 1770. **A la différence du mercantilisme, la physiocratie est une école de pensée fortement structurée** autour notamment de son chef de file **François Quesnay** (1694-1794).

En 1758, Quesnay propose, pour la première fois, une représentation formalisée de son **tableau économique** (d'ailleurs l'ouvrage s'appelle *Tableau économique*), baptisé à l'époque « Zizac » (= Zigzag) pour son allure faite de lignes brisées qui s'entrecroisent. Ce « zizac » représente un circuit économique entre trois classes :

- **la classe des propriétaires** qui inclut le souverain et les « décimateurs », ie le clergé et les propriétaires des terres. Cette classe subsiste par le revenu ou produit net issu de l'agriculture payé par la classe productive chaque année ;
- **La classe productive** est « celle qui fait renaître par la culture du territoire les richesses annuelles de la nation ». Il s'agit donc des agriculteurs ;
- **La classe stérile** est « composée de tous les citoyens employés à d'autres services et d'autres travaux que ceux de l'agriculture ». On y trouve, entre autres, les artisans, les marchands, les manufacturiers.

Comme son nom l'indique (classe productive), seule l'agriculture est créatrice de richesses ; l'industrie ne l'est pas (classe stérile). Cette thèse de Quesnay repose sur l'idée que l'agriculture multiplie les matières (on plante un grain de blé, on reçoit un épi), alors que les activités manufacturières ne font que la transformer (le blé transformer en farine puis en pain).

C'est à travers cette thèse que Quesnay présente son circuit économique avec les échanges de flux monétaires entre les trois classes :

- Ainsi, la classe productive produit pour 5 milliards de livres. Les agriculteurs en gardent deux milliards pour reconstituer leurs « avances annuelles », c'est-à-dire les matières premières, les produits consommés par les travailleurs, le fourrage consommé

par le bétail nécessaires à la production. Les agriculteurs vendent 1 milliard aux propriétaires et 2 milliards à la classe stérile. La recette de 3 milliards obtenus permet en retour aux agriculteurs d'acheter pour 1 milliard de biens destinés à compenser l'usure du matériel que Quesnay appelle « les intérêts des avances primitives » et de verser 2 milliards de revenus aux propriétaires des terres sur lesquelles ils cultivent<sup>1</sup>.

- La classe des propriétaires dépense les 2 milliards reçue l'année précédente des agriculteurs en 1 milliard auprès de la classe productive et 1 milliard auprès de la classe stérile. Les propriétaires reçoivent à nouveau les 2 milliards de la part des agriculteurs qu'ils pourront dépenser l'année suivante.
- La classe stérile dépense son avance monétaire de 1 milliard en achat de produits agricoles, qu'elle transforme en produits manufacturés et vend aux propriétaires. Elle récupère ainsi 1 milliard. Elle recommence une deuxième fois l'opération, les produits manufacturés étant vendus cette fois à la classe productive.

Il ressort de ce circuit que **seule la classe productive est en mesure de créer des richesses à la différence des deux autres classes et surtout de la classe stérile**. En effet, la classe productive produit pour 5 milliards de livres de produits et dépensent pour sa production 3 milliards avec 2 milliard pour la reconstitution des « avances annuelles » (sorte de « consommations intermédiaires ») et 1 milliard pour les « intérêts des avances primitives » (sorte d'amortissement). Pour Quesnay, la classe productive génère donc un « produit net » annuel de 2 milliards de livres puisqu'il s'agit de la différence entre la valeur de la production et le coût de la reconstitution des avances. Ce « produit net » est reversé aux propriétaires. Les propriétaires ne réalisent aucun produit net, puisque leur richesse ne provient que des revenus versés par la classe productive. De même, la classe stérile ne réalise aucun produit net.

**Document n°1. Le tableau économique de Quesnay.**

	Avances annuelles de la classe productive	Revenu pour les propriétaires des terres, le souverain et les décimateurs	Avances de la classe stérile
Sommes qui servent à payer le revenu et les intérêts des avances primitives	2 milliards	2 milliards	1 milliard
Dépense des avances annuelles	2 milliards		1 milliard
	1 milliard		1 milliard
	1 milliard		1 milliard
			<b>Total : 2 milliards</b>
			dont la moitié est retenue par cette classe pour les avances de l'année suivante
	<b>5 milliards</b>		

*Journal de l'Agriculture, juin 1766*

<sup>1</sup> Les « avances annuelles » peuvent se rapprocher du concept moderne de « consommations intermédiaires » ou « capital circulant » qui sera utilisé par les économistes classiques ; les « avances primitives » correspondent à ce que les classiques appelleront le « capital fixe ». Les « intérêts des avances primitives » correspondent à ce qu'on appellera plus tard « l'amortissement », soit le coût de l'usure du capital.



Emplois		CLASSE PRODUCTIVE	Ressources
Reconstitution des avances annuelles	2mds	Production	5mds
Intérêts des avances primitives	1md	dont :	(1md )
Revenu versé aux propriétaires	2mds	- ventes aux propriétaires	(1md )
		- ventes à la classe stérile	(2mds)
Emplois		CLASSE STERILE	Ressources
Achats à la classe productive	2mds	Ventes à la classe des propriétaires	1md
		Ventes à la classe productive	1md
Emplois		PROPRIETAIRES	Ressources
Achats à la classe productive	1md	Revenu	2mds
Achats à la classe stérile	1md		

Au premier abord, le tableau économique de Quesnay ne suscite pas un grand intérêt, pourtant, sa **thèse selon laquelle seule l'agriculture créerait de la richesse a un intérêt politique à l'époque essentiel**. En effet, Quesnay s'oppose à l'influence mercantiliste exercée par Jean-Baptiste Colbert (1619-1683) qui fut Contrôleur général des finances sous Louis XIV entre 1665 et 1683<sup>2</sup>. Lorsque Colbert décède en 1683, l'état des finances royales se trouve dans une situation critique à cause des guerres ; l'agriculture française se trouve également dans une situation dramatique à cause des mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques, ainsi que des charges trop lourdes qui pèsent sur les agriculteurs. Jean-Baptiste Colbert avait jusqu'alors mené une politique d'inspiration mercantiliste en encourageant l'industrie et le commerce qui avaient pris un rapide essor sous son ministère et en menant des guerres contre l'Angleterre et la Hollande pour affirmer la suprématie commerciale de la France. Pour encourager l'industrie et le commerce, Colbert a mené des politiques protectionnistes, mais a également délaissé l'agriculture. Non seulement il avait fixé une politique de prix bas et une réglementation stricte de leur circulation, mais en plus il avait financé les guerres de la France en taxant les produits agricoles de manière élevée. Cette politique se situe à l'opposée de celle défendue par Quesnay. Quesnay est mécontent de l'agriculture française qu'il juge délaissée alors qu'elle est la seule activité à même de produire des richesses et de désendetter le royaume. Quesnay est obsédé par le « bon prix » du grain : il se lamente des prix insuffisants auxquels les cultivateurs vendent leurs récoltes, ce qui les empêche de dégager les ressources nécessaires pour améliorer les cultures.

D'autre part, le tableau économique de Quesnay présente un intérêt évident pour la théorie économique puisque **la physiocratie constitue le premier courant à défendre une conception libérale de l'économie avant les économistes classiques**. Cette conception libérale réside dans les recommandations que formule Quesnay pour redynamiser l'agriculture :

- **Libre circulation** : Pour accroître la production, il faut augmenter les « avances » (annuelles et primitives) des agriculteurs. Cela nécessite une hausse du prix de vente des denrées agricoles qui ne peut passer que par une libre circulation des denrées agricole. Il faut donc abandonner les politiques de prix bas et les restrictions imposées par Colbert.
- **Pas de fiscalité excessive** : il ne faut pas taxer les produits agricoles car cela empêche la reconstitution des avances et condamne la production au déclin.

<sup>2</sup> Attention, quand Quesnay naît, Colbert est déjà mort, mais son influence politique et économique a été telle qu'elle s'est poursuivie après son décès.

De plus, les économistes classiques reprendront des concepts à Quesnay comme la distinction entre les « avances annuelles » et les « avances primitives » qu'ils réinterpréteront en terme de « capital fixe » et « capital circulant ».

Ainsi, **le tableau économique de Quesnay vise à montrer ce qu'est le fonctionnement d'une économie soumise à un ordre naturel et les méfaits qui découlent du non respect de celui-ci.** Cet ordre naturel est donc un ordre libéral : les gouvernants ont pour seul tâche d'assurer la liberté des échanges. C'est en ce sens que **Quesnay présente son tableau comme l'illustration des effets de « la liberté simple et naturelle ».**

**Ces idées libérales de Quesnay s'inspirent de la philosophie du droit naturel de John Locke pour justifier l'existence de la propriété privée.** En 1688, l'Angleterre connaît une révolution, la Glorieuse Révolution, qui eut pour conséquence de renverser le roi Jacques II d'Angleterre et de provoquer l'avènement de la fille de celui-ci, Marie II, et de son époux, Guillaume III prince d'Orange, à la suite de l'invasion néerlandaise de l'Angleterre menée par ce dernier. La révolution déboucha sur l'instauration d'une monarchie parlementaire et la Déclaration des droits de 1689 qui affirme, entre autres, la tenue d'élection libres et le renouvellement du Parlement. Ce texte constitue une première forme de démocratie. Or, parmi ceux qui ont inspiré la rédaction de ce texte se trouve Locke et sa philosophie du droit naturel. Pour lui, à l'état de nature, les hommes jouissent d'un certain nombre de droits, qui sont antérieurs à la société politique. Le contrat social qui fonde la société politique ne doit pas abolir ces droits naturels, mais seulement de les codifier et de les faire respecter. Le souverain ne peut donc agir selon son bon vouloir, il doit respecter le droit positif dans lequel s'incarnent ces droits naturels à la différence de ce qu'énonce Hobbes. Parmi ces droits se trouve de propriété. Pour Locke, si Dieu a donné la terre aux hommes en commun, chaque homme possède le fruit de son travail et par suite la terre qui cultive pour satisfaire ses propres besoins. Comme la terre que travaille un homme constitue sa propriété, le souverain ne peut lui prélever une partie des fruits de son labeur (taxes) sans son consentement.

**Pour finir, les recommandations libérales de Quesnay ont été influentes politiquement.** Ainsi, Anne Robert Jacques Turgot (1727-1781), qui fut contrôleur général des finances de Louis XVI, recommanda au roi de gouverner avec des « lois générales », c'est-à-dire de ne pas interférer dans le commerce du grain. L'influence de la physiocratie en France est très forte au tournant des années 1760. Ainsi, il est décidé en 1763 la libre circulation du blé en France, puis 1764 la libre exportation du blé.

Il existe **plusieurs limites à cette approche :**

- **L'idée que seule l'agriculture est productrice de richesses est remise en cause par la révolution industrielle** où le développement des manufactures génère de la croissance économique. En dehors de la réflexion économique, cette thèse est également remise en question par la découverte de Lavoisier sur la conservation de la masse : « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » (années 1770). En fait, l'agriculture, pas plus que l'industrie, ne multiplie la matière.
- **Il y a une absence de profit dans le tableau économique de Quesnay.** Le revenu qui revient aux propriétaires est en fait une rente foncière et non un profit. Le circuit économique décrit de ce point de vue un capitalisme sans profit. Sans profit, le tableau ne permet pas de penser l'accumulation du capital et la croissance.

## QUESTION 2. POURQUOI LE COURANT DE PENSÉE « CLASSIQUE » FONDE-T-IL LE LIBERALISME ?

---

### A. Le contexte historique : la première révolution industrielle

Au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>ème</sup> siècle, la première révolution industrielle est constituée d'une **série d'innovations** qui bouleversent les techniques de production. On peut citer l'exemple de la machine à vapeur que James Watt fait breveter en 1769.

La révolution industrielle se traduit alors par une **croissance de la production industrielle**, en particulier dans les domaines du textile et de la métallurgie. Par exemple, la machine à vapeur élève la productivité lorsqu'elle est utilisée comme moteur pour actionner des machines. Même si c'est difficile à estimer, la production industrielle aurait augmenté d'environ 3% par an au cours de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle contre 0,3% par an au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle.

La croissance permise par la révolution industrielle s'accompagne de **transformations sociales**. Il y a tout d'abord un phénomène d'urbanisation (en 1850, la population urbaine anglaise dépasse la population rurale). Ensuite, avec la mécanisation, le travail en usine se développe et, souvent, se déqualifie. On trouve dans les usines un recours massif au travail des femmes et des enfants, parfois dès l'âge de 5 ans. Les conditions de travail en usine sont très dures avec une durée moyenne de travail quotidienne de 12 à 15h jusqu'en 1860. Les salaires sont faibles.

### B. Adam Smith, le « système de liberté naturelle » et la « richesse des nations ».

#### 1. Une rapide biographie

Adam Smith est né en 1723 en Ecosse. Fils d'un douanier mort six mois avant sa naissance, doté d'un physique disgracieux, et bègue : « Rien d'autre n'est beau en moi que mes livres », répétait-il à ses visiteurs quand il était adulte.

Après des études brillantes à Glasgow et Oxford, il obtient à 27 ans la chaire de logique puis de philosophie morale à l'université de Glasgow. Enseignant très apprécié de ses étudiants pour ses thèses libérales (influencées par les philosophes des « Lumières », Voltaire et Hume surtout) et pour son excentricité, il publie en **1759 l'ouvrage qui le rend célèbre : « La théorie des sentiments moraux »**. Il y développe l'idée que chacun, dans ses comportements et ses jugements moraux, recherche l'approbation dans le regard des autres, la « sympathie ». Devenu précepteur du fils d'un homme politique important, il entreprend avec son élève entre 1764 et 1766 **un voyage d'initiation en France qui le fait rencontrer des philosophes comme Voltaire, mais surtout François Quesnay**, chef de file de l'école physiocrate en économie, dont les idées influenceront fortement son œuvre :

- la richesse provient du travail et de la terre, et non des métaux précieux ;
- l'économie repose sur un « ordre naturel » que l'Etat ne doit pas perturber en empêchant le « laissez faire » et le « laisser passer ».

A son retour, Smith se consacre à la rédaction d'un traité d'économie qu'il intitule **« Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » et qui paraît en 1776**. Très rapidement traduit dans les principales langues européennes, il est considéré comme le

**livre fondateur de l'économie comme discipline** distincte de la philosophie ou de l' « art de gouverner ». On lui propose une chaire prestigieuse mais il refuse, demandant un poste de douanier, comme son père, et de porter l'uniforme de son demi-frère, décédé entre temps. On le voit errer dans les rues d'Edimbourg, de plus en plus excentrique, jusqu'à son décès en 1790 à l'âge de soixante-sept ans.

## 2. Quelle est la « nature » de la richesse ?

**Qu'est-ce qui fonde la richesse d'une nation ?** A cette question, Adam Smith répond que la richesse d'une nation est constituée de « toutes les choses nécessaires, commodités ou agréables à la vie ». Or, ces « choses » sont obtenues par le biais du travail d'autrui puisqu'un individu ne peut pas fabriquer à lui tout seul toutes ces choses. La richesse d'une nation dépend alors de la capacité qu'ont ses membres à « commander » ces choses, c'est-à-dire à les acquérir auprès des autres. La question posée par Smith devient dès lors de savoir comment mesurer cette capacité des individus à « commander » ces « choses » pour évaluer le niveau de richesses d'une nation ?

Pour Smith, la réponse tient dans **la valeur des biens dont dispose un individu ou une nation qu'il ou elle pourra échanger contre d'autres biens**. C'est ce que Smith appelle la « **valeur d'échange** » d'un bien. Ainsi, la richesse d'une nation repose sur le fait qu'elle puisse échanger les biens qu'elle possède contre des biens qu'elle désire acquérir. Smith précise que **cette valeur d'échange d'un bien repose sur la quantité de travail qu'elle permet de commander** à travers les nouveaux biens acquis : « la valeur d'une denrée quelconque pour celui qui la possède et qui n'entend pas en user ou la consommer lui-même, mais qui a l'intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander ». Il en déduit que « le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise ». On dit alors que **la théorie de Smith est une théorie de la valeur travail « commandé »**. Une telle théorie peut surprendre dans la mesure où il serait plus simple d'évaluer les marchandises en monnaie. Smith écarte cependant une telle solution parce qu'il assimile la monnaie aux métaux précieux qui la composent ; ce qui le conduit à considérer que « l'or et l'argent, comme toute autre marchandise, varient dans leur valeur ». Autrement dit, l'or et l'argent indiquent une valeur nominale d'échange alors que ce qui intéresse Smith c'est la valeur réelle des marchandises. Le travail est donc « le seul étalon avec lequel nous pouvons comparer les valeurs de différentes marchandises en tout temps et en tout lieu ».

C'est donc **la quantité de travail qui fixe la valeur d'échange des choses et par conséquent la capacité d'une nation à « commander » d'autres choses aux autres nations**. Cette conception lui permet de s'opposer aux mercantilistes pour qui la richesse d'une nation repose souvent sur l'accumulation de matériaux précieux (cf le bullionisme). Elle permet également à Smith de s'opposer aux économistes qui justifient la valeur d'échange d'une marchandise par son utilité. C'est la théorie de la valeur-utilité qui est soutenue à l'époque de Smith par Etienne Bonnot de Condillac qui sera reprise par les néo-classiques au XIX<sup>ème</sup> siècle (cf infra). Cette différence de posture peut être illustrée par le paradoxe de l'eau et du diamant de Smith. Commençons par Condillac : pour lui, sur les bords d'un fleuve, l'eau n'a pas une grande valeur parce qu'elle est surabondante, alors que dans un lieu aride, sa rareté lui donne une grande valeur car elle y est beaucoup plus « utile ». Pour Condillac, la valeur d'échange de l'eau est liée à sa valeur d'usage. Plus son utilité est forte, plus sa valeur d'échange l'est également. A l'inverse, pour Smith, valeurs d'échange et d'usage sont rarement liés : un produit peut être très utile, comme l'eau, mais quasi gratuit,

alors que d'autres comme le diamant ont une valeur d'échange très élevée mais une valeur d'usage très faible.

**La valeur d'échange d'un bien correspond à ce que Smith appelle le « prix naturel ».** Or, Smith dit que le « prix de marché » de ce bien sur le marché ne correspond pas toujours à son « prix naturel ». Ce décalage peut provenir d'une divergence entre l'offre disponible d'un bien sur le marché et la quantité demandée que Smith qualifie de « demande effective ». Ainsi :

- Lorsque l'offre disponible est supérieure à la demande effective sur le marché, le prix de marché se situe en-dessous du prix naturel ;
- Lorsque l'offre disponible est inférieure à la demande effective sur le marché, le prix de marché se situe au-dessus du prix naturel.

Néanmoins, **en situation de marché concurrentiel, le prix de marché retombe au prix naturel**, ce qui fait dire à Smith que « le prix naturel est donc, pour ainsi dire, le prix central vers lequel les prix de toutes les marchandises gravitent continuellement ». Par exemple, si le prix de marché d'une marchandise est inférieur au prix naturel, cela peut signifier que le niveau de profit, de salaire ou de rente est trop faible. En conséquence, les travailleurs, employeurs ou propriétaires se retirent du marché. L'offre disponible diminue par rapport à la demande anticipée et le prix de marché se rapproche du prix naturel.

## **Document n°2. Valeur et utilité : deux points de vue simultanés mais divergents**

### **VALEUR ET UTILITÉ : DEUX POINTS DE VUE SIMULTANÉS MAIS DIVERGENTS**

1) **Etienne Bonnot de Condillac**, *Le Commerce et le gouvernement considérés l'un relativement à l'autre* (1776), première partie, chapitre I (extrait).

Si la valeur des choses est fondée sur leur utilité, leur plus ou moins de valeur est donc fondée, l'utilité restant la même, sur leur rareté ou sur leur abondance, ou plutôt sur l'opinion que nous avons de leur rareté ou de leur abondance. Je dis l'utilité restant la même, parce qu'on sent assez qu'en les supposant également rares ou également abondantes, on leur juge plus, ou moins de valeur, suivant qu'on les juge plus ou moins utiles.

Je dis donc que, même sur les bords d'un fleuve, l'eau a une valeur, mais la plus petite possible, parce qu'elle y est infiniment surabondante par rapport à nos besoins. Dans un lieu aride, au contraire, elle a une grande valeur ; et on l'estime en raison de l'éloignement et de la difficulté de s'en procurer. En pareil cas un voyageur altéré donnerait cent louis d'un verre d'eau, et ce verre d'eau vaudrait cent louis. Car la valeur est moins dans la chose que dans l'estime que nous en faisons, et cette esti-

me est relative à notre besoin : elle croît et diminue comme notre besoin croît et diminue lui-même.

2) **Adam Smith**, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), livre I, chapitre IV (extrait).

Le mot valeur, on doit l'observer, a deux sens différents : parfois il exprime l'utilité d'un objet particulier, et parfois le pouvoir d'acheter d'autres biens que procure la possession de cet objet. L'un peut être appelé "valeur d'usage", l'autre "valeur d'échange". Les choses qui ont la plus grande valeur d'usage n'ont fréquemment que peu ou pas de valeur d'échange ; et, au contraire, celles qui ont la plus grande valeur d'échange n'ont fréquemment que peu ou pas de valeur d'usage. Rien n'est plus utile que l'eau ; mais elle ne permet d'acheter presque rien ; presque rien ne peut être obtenu en échange d'elle. Un diamant, au contraire, n'a presque pas de valeur d'usage ; mais on peut fréquemment l'échanger contre une grande quantité d'autres marchandises.

### 3. Quelles sont les « causes » de la richesse des nations ?

#### *a. La division du travail*

La division du travail consiste à **parcelliser les tâches et à spécialiser les travailleurs**, à l'image de **la manufacture d'épingles** décrite par Smith à partir d'un exemple qui se trouve dans L'Encyclopédie de d'Alembert et Diderot à l'article « Manufacture ». Dans cette manufacture, la production d'épingles est divisée en 18 tâches. Chaque ouvrier est affecté à une ou plusieurs opérations. Cette organisation permet d'obtenir une production quotidienne de 4800 épingles par ouvrier, alors que si chaque ouvrier devait assurer complètement le procédé de fabrication, il en fabriquerait au maximum une vingtaine, voire même aucune.

Les gains de productivité permis par la division du travail s'expliquent de trois manières :

- la spécialisation de chaque ouvrier dans une tâche lui permet de produire plus efficacement ;
- la spécialisation permet d'éviter les temps morts que représente le passage d'une tâche à une autre ;
- cette division favorise l'utilisation de machines qui permettent d'économiser le travail.

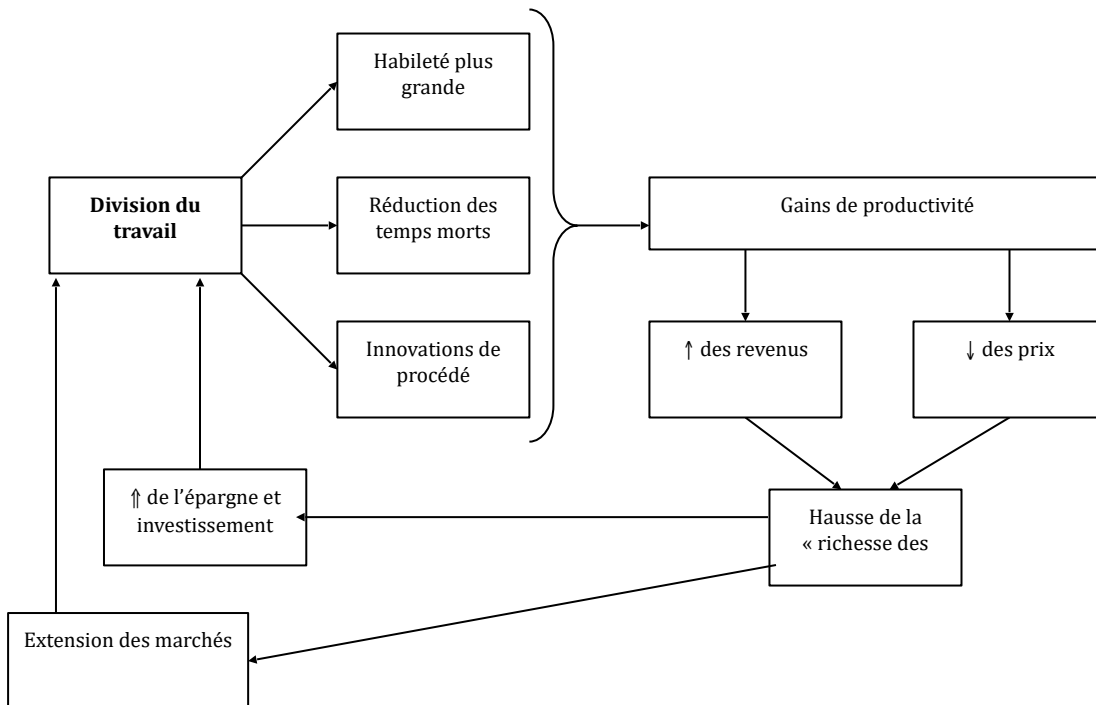
Pour Smith, **la division du travail est naturelle** : elle se retrouve dans toutes les sociétés à cause d'un « penchant naturel » qu'ont les hommes à échanger entre eux du fait de l'état de dépendance dans lequel la nature les place. Un homme ne peut vivre sans l'aide de ses semblables. Ce « penchant naturel » ne vient pas toutefois d'une « quelconque sagesse humaine » ni de la « bienveillance » des individus, mais de l'intérêt personnel à mieux satisfaire ses besoins : chacun n'aide l'autre que s'il y trouve un intérêt.

Présente dans toutes les sociétés humaines, **deux facteurs contribuent à ce que la division du travail soit plus approfondie dans certains pays.**

- D'une part, elle nécessite de disposer d'**outils** pour chaque travailleur et donc d'accumuler du capital. Une épargne préalable est donc nécessaire afin de permettre cette accumulation du capital. Les gains de productivité issus de la division du travail permettent en retour de dégager des profits permettant de financer une nouvelle accumulation du capital.
- D'autre part, la spécialisation ne permet pas de dégager suffisamment de ressources si **les débouchés** du produit sont étroits. La division du travail est donc d'autant plus forte que l'extension des marchés est grande, ce qui justifie le libre échange et l'intervention de l'Etat pour construire des infrastructures de transport.

Ainsi, la division du travail, par les gains de productivité qu'elle permet, augmente les revenus des travailleurs et permet de baisser le prix des marchandises. Les individus peuvent accroître leur consommation de « les choses nécessaires, modes ou agréables à la vie ». Il en résulte une progression de la « richesse des nations ».

### Document n°3. Le rôle de la division du travail dans la « richesses des nations »



#### *b. Le commerce international : la théorie des avantages absolus*

**Contrairement aux doctrines mercantilistes** qui tendent à considérer le commerce international comme un jeu à somme nulle dans lequel les gains des uns sont l'exacte contrepartie des pertes des autres, **Smith, plus optimiste, considère qu'il s'agit plutôt d'un jeu à somme positive** dans lequel tous les participants peuvent se retrouver gagnants. Pour le dire simplement, **la théorie des avantages absolus** de Smith suppose qu'un pays a intérêt à se spécialiser dans une production pour laquelle il dispose d'un avantage absolu, c'est-à-dire qu'il utilise moins de capital ou de travail pour assurer un même volume de production par rapport à la concurrence. Il aura donc tendance à exporter dans cette filière de production. En revanche, ce pays a intérêt à importer les produits pour lesquels il a un désavantage. Ce qui fait dire à Smith : « Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à un meilleur marché que nous sommes en état de l'établir nous-même, il vaut mieux que nous lui achetions avec quelque partie de notre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelques avantage ».

**Smith applique en fait à travers cette théorie le principe de division du travail de la manufacture des épingles au commerce international.** L'objectif est le même : augmenter le volume de production de diverses marchandises pour accroître la richesse des nations.

Pour qu'elle soit opérationnelle, cette division internationale du travail doit se faire dans un **contexte de libre-échange** où les Etats ne restreignent pas les importations et ne subventionnent pas les exportations comme le recommandaient les mercantilistes.

### *c. L'accumulation du capital*

Outre le travail, Smith souligne que **l'accumulation du capital est indispensable à l'enrichissement d'une nation.**

Pour mieux comprendre cette thèse, il faut préciser que :

- **Smith distingue le « travail » du « capital ».** Le capital se subdivise en deux parties : « le capital circulant » qui correspond aux biens qui sont transformés au cours du processus de production et vendus de manière à rapporter un profit ; le « capital fixe » qui concernent les machines qui ne changent pas de forme au cours du procédé de fabrication et qui procurent un revenu sans qu'il soit nécessaire de les vendre. Le travail peut prendre deux formes chez Smith : « le travail productif » qui ajoute de la valeur à un objet et le « travail improductif » qui ne produit pas de valeur. Il prend l'exemple d'un ouvrier fabricant qui accroît la valeur des matières premières qu'il façonne au travail d'un domestique qui ne crée pas de valeur. Pour simplifier, le travail productif concerne pour Smith la production de biens alors que le travail improductif concerne la production de ce qu'on appellerait aujourd'hui des services.
- **Les différents types de revenus :** Pour Smith, le prix des marchandises se compose de trois revenus : **le salaire, le profit et la rente.** S'agissant du taux de salaire tout d'abord, A. Smith considère qu'il existe un antagonisme entre les ouvriers qui « désirent gagner le plus possible » et les capitalistes qui souhaitent « donner le moins qu'ils peuvent ». Il constate que l'affrontement entre ouvriers et capitalistes tourne le plus souvent à l'avantage de ces derniers et que cela a pour effet de maintenir le taux courant des salaires à son niveau le plus bas qui peut ainsi être considéré comme le taux naturel. Ce taux minimum est celui qui doit assurer à l'ouvrier non seulement sa propre subsistance, mais aussi celle de sa famille. Le taux de salaire a tendance à croître à mesure que la richesse nationale s'élève rapidement : « les maîtres qui ont besoin de plus d'ouvriers font des surenchères pour les obtenir ». Alors que l'augmentation des capitaux stimule la hausse des salaires, elle a tendance à faire diminuer le taux de profit. En effet, les nouveaux capitaux ne trouvent à s'investir souvent que dans les opérations les moins rentables car les « premiers » capitaux ont déjà été destinés aux opérations les plus rentables. D'autre part, la mise en œuvre des capitaux additionnels supposent une nouvelle main d'œuvre, donc une hausse du taux de salaire et de fait une réduction des profits. Enfin, la rente qui est « le prix payé pour l'usage de la terre », n'est que le surplus disponible après rémunération du salaire et du profit. L'enrichissement de la nation a tendance à être favorable à une hausse de la rente, entre autres raisons, parce que cet enrichissement se traduit par une hausse des salaires qui entraîne une hausse des prix ; or s'il ne faut pas plus de dépenses en travail pour obtenir les produits alimentaires qu'avant la hausse des prix, la rente peut croître.

La rente de la terre et les profits de capitaux permettent à leurs bénéficiaires d'effectuer des dépenses de consommation, de rémunérer les travailleurs improductifs, mais surtout de constituer une épargne. Or, cette dernière possibilité conduit à l'accroissement de la richesse lorsqu'elle est utilisée pour mettre en œuvre le travail productif en plus grande abondance qui peut, ainsi, produire davantage de marchandises.

### *d. Une intervention réduite de l'Etat et la main invisible*

De la même manière que Quesnay et les physiocrates, la pensée économique de Smith consacre le libéralisme comme principal vecteur d'enrichissement d'une nation. **La pensée**



**libérale chez Smith est si forte qu'il est souvent considéré comme le père fondateur du courant libéral.** Ainsi, avec le système libéral que Smith appelle « **système de liberté naturelle** », l'Etat n'a que **trois devoirs à remplir : la défense, la justice et l'entretien de certains ouvrages et institutions publics qui ne peut être assuré par l'initiative privée.**

En dehors de ces trois sur lesquelles nous allons revenir, **l'ordre naturel du marché doit prévaloir car « la main invisible » assure la convergence des intérêts privés vers l'intérêt général** : à propos d'un individu qui préfère « le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère », Smith estime qu'« il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté ; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une *main invisible* à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler ». Autrement dit, c'est parce que les individus visent leurs intérêts personnels qu'ils contribuent, sans même que ce soit dans leurs intentions, à l'intérêt de la société. C'est parce qu'ici l'individu souhaite développer son industrie qu'il donne le meilleur de lui-même et ainsi contribue à l'intérêt de la société, par exemple en embauchant davantage, en diminuant le prix des produits pour les consommateurs, etc.

On retrouve cette **importance d'un ordre naturel**, dans le sens où le marché serait capable de s'autoréguler naturellement, efficacement, et que l'Etat doit laisser faire, **dans plusieurs des analyses de Smith** que nous venons de voir :

- Dans la division du travail de la manufacture des épingles, Smith estime bien que les individus ont « un penchant naturel » à échanger entre eux dans le but de satisfaire leur intérêt personnel puisqu'ils ont besoin des les uns des autres ;
- Dans l'idée même de « prix naturel » autour duquel un « prix de marché » graviterait en permanence à grâce aux ajustements de l'offre et de la demande anticipée. Cette thèse amène Smith à condamner l'attribution d'un monopole à producteur car le prix de marché serait nettement supérieur au prix naturel. C'est en ce sens que Smith dénonce par exemple les privilèges accordés aux corporations qui, par le nombre limité de travailleurs, peuvent fixer des tarifs élevés face à une demande plus importante ;
- Pour le commerce international, Smith rejette, contrairement aux mercantilistes, les restrictions d'importation puisqu'elles reviennent à la même chose que d'accorder un monopole à l'industrie nationale. Or, cette situation s'avère soit inutile, soit nuisible. Si l'industrie nationale est capable de mettre un produit sur le marché à de meilleures conditions que la concurrence étrangère, alors cette disposition est inutile. Si elle ne le peut pas, cette situation est nuisible à l'enrichissement du pays car, en vertu de la théorie des avantages absolus, l'importations depuis un autre pays qui possède un avantage dans cette production permettrait d'augmenter le volume de production.

Même si la pensée économique Smith consacre l'ordre naturel du marché, **1/3 du livre sur la « richesse des nations » parle du rôle de l'Etat.** L'action de l'Etat lui paraît alors essentielle sur trois points :

- assurer la paix intérieure et extérieure, ce qui conduira à qualifier cette conception d'« Etat gendarme » ;
- favoriser l'extension des marchés en construisant des infrastructures (ponts...) qui ont des effets bénéfiques sur tous, et en garantissant la stabilité de la monnaie ;

- lutter contre les effets néfastes de la division du travail, qui peut abêtir les travailleurs et donc nuire à la qualité du travail comme à la morale et à l'implication dans la vie publique, en mettant en place une instruction publique minimale.

## C. David Ricardo : un approfondissement de la pensée économique de Smith.

### 1. Une rapide biographie

David Ricardo naît le 18 avril 1772 à Londres, peu après que sa famille a émigré des Pays-Bas vers l'Angleterre. Troisième enfant d'une fratrie qui en comptera 17, il manifeste une précocité et une indépendance d'esprit exceptionnelles. Dès l'âge de quatorze ans, son père l'initie aux rouages de la finance en le prenant sous sa coupe, à la Bourse de Londres. Mais bientôt, il s'éloigne de sa famille et s'installe comme courtier à son compte. Il a alors 21 ans. Et c'est un peu par hasard, en 1799, alors qu'il prend du repos dans la station de Bath, qu'il commence à se piquer d'économie politique en lisant la « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations » d'Adam Smith.

Dès lors, il n'aura de cesse d'approfondir ces analyses, en lisant notamment les ouvrages de Jean-Baptiste Say et de Robert Malthus. Ses talents d'agent de change lui permettent de faire fortune et de ne plus se consacrer qu'à l'écriture et à la vie politique (en 1819, il achète un siège au parlement britannique comme pair). Après avoir notamment publié un « Essai sur le haut prix des lingots » (1811), il fait paraître le livre majeur qui le conduira à la postérité : **« Des principes de l'économie politique et de l'impôt » (1817).**

Ricardo a su mettre au service de ses positions politiques des raisonnements d'une grande rigueur méthodologique, notamment lors de **son combat contre les *Corn laws***, lois protectionnistes sur le blé. Ironie de l'histoire, Ricardo ne parviendra pas, de son vivant, à voir aboutir ses idées : il s'éteint en 1823, mais les *Corn laws* ne seront abrogées qu'en 1846. Mais son ouvrage de 1817 pose les bases de toute l'analyse classique, dominante jusque dans les années 1870, ainsi que des écrits de Marx.

### 2. Une théorie de la valeur-travail « incorporé »

David Ricardo reprend la distinction que fait Smith entre la valeur d'échange d'un bien et sa valeur d'usage. Comme lui, **il partage l'idée que ce n'est pas l'utilité d'un bien qui détermine sa valeur d'échange.** Un bien comme l'eau est fortement utile, pourtant sa valeur d'échange est faible ; à l'inverse des biens peu utiles peuvent avoir une grande valeur d'échange. Pour Ricardo, la valeur d'échange peut provenir de deux sources : la rareté et la quantité de travail nécessaire pour l'obtenir. La première source concerne peu de biens contrairement à la seconde source. On y trouve par exemple les œuvres d'art, les exceptionnels, etc. En fait, la seconde source domine car la plupart des marchandises qui sont échangées ne sont pas rares dans le sens où elles peuvent être multipliées par le travail. David Ricardo parle alors de « biens reproductibles ». Ainsi, la majorité des biens échangés sur le marché sont « reproductibles » et leur valeur d'échange provient de la quantité de travail nécessaire à leur production. Ricardo fait alors le choix de n'étudier que les biens reproductibles et d'écarter de ses analyses les biens non reproductibles dont la valeur d'échange dépend de la rareté.

**Ricardo adhère comme Smith à la théorie de la valeur-travail, mais sous un angle différent.** Smith défend une théorie de la valeur travail « commandé » alors que Ricardo défend **une théorie de la valeur travail « incorporé »**. Pour expliquer la différence,

repreons rapidement la théorie de Smith : la valeur d'échange d'un bien repose sur la quantité de travail qu'elle permet de commander à travers les nouveaux biens acquis. Ricardo rejette cette approche, arguant que la valeur travail, influencée par l'évolution de l'offre et de la demande, est variable. Si, par exemple, entre deux périodes, la production d'un bien nécessite toujours la même quantité de travail alors que la rémunération du travail a doublé en raison d'une forte demande de travail, le raisonnement de Smith conduit à conclure que la valeur du bien s'est accrue puisqu'il permettra de commander éventuellement deux fois plus de biens dont la rémunération du travail nécessaire pour cette production reste la même. En ce sens, la quantité de travail qu'on peut acheter (commander) avec une marchandise est instable dans le temps. Pour contourner ce problème, Ricardo considère que seule la quantité de travail incorporée dans un bien est stable dans le temps. En effet, quelle que soit la rémunération du travail nécessaire pour produire le bien, celui est toujours produit avec la même quantité de travail et continue à être échangé dans le même rapport avec les biens dont la production nécessite toujours la même quantité de travail. Il n'y a donc que la quantité de travail incorporé qui peut servir d'étalon de mesure entre différents biens pour Ricardo. Donc, les prix relatifs entre les biens reflètent le rapport entre les quantités de travail nécessaires pour les produire.

Pour Ricardo, une marchandise nécessite évidemment une quantité de travail, mais également du capital. Si la théorie de la valeur-travail incorporé permet de mesurer la valeur de la quantité de travail, comment mesurer celle du capital ? Ricardo répond à cette question en distinguant **le travail « direct » du travail « indirect »** :

- Le travail « direct » correspond au travail humain ;
- Le travail « indirect » concerne le travail humain qui a été nécessaire à la fabrication des outils, des machines et des biens intermédiaires, donc du capital, indispensables à la production d'une marchandise.

Dans toute marchandise, il y a donc une part de travail direct qui émane du travail des hommes, mais également une part de travail indirect, c'est-à-dire celui qui a été nécessaire à la fabrication des outils, des machines et des biens intermédiaires. La valeur d'échange de cette marchandise correspond alors à la somme du travail « direct » et « indirect » incorporé.

### 3. La répartition et la thèse de l'état stationnaire

**Comme chez Smith, la valeur d'échange d'un produit, exprimée en quantité de travail, se décompose en trois parties**, qui rémunèrent les trois classes de la société :

- **les salaires**, qui permettent de rémunérer le travail ;
- **le profit**, qui rémunère les propriétaires du capital ;
- **la rente**, qui rémunère les propriétaires de la terre (to rent = louer)

« La rente est cette part du produit de la terre que l'on paie au propriétaire pour l'utilisation des facultés productives originelles et indestructibles du sol ». Le montant de cette rente varie selon le nombre de terres mises en culture et leur niveau de fertilité. Pour Ricardo, l'accroissement de la population signifie que les hommes mettent en culture des terres de moins en moins fertiles puisque les premières terres cultivées par les hommes étaient choisies pour leur fertilité. Ainsi, au fil du temps, ce sont les terres les moins fertiles qui finissent par être cultivées par les hommes. Ce faisant, leur exploitation nécessite une quantité de travail et de capital plus importante pour produire une quantité équivalente à celle obtenue sur les premières terres, les plus fertiles. **Il s'agit de la loi des rendements décroissants**. La valeur de la tonne de blé sur les marchés (il n'y en a qu'une seule) augmente puisque son prix est

déterminé par les conditions de production des terres les moins fertiles. Comme celles-ci se dégradent à mesure que le nombre de terres mises en culture augmente, puisqu'elles nécessitent de plus en plus de travail et de capital, le prix de la tonne de blé ne peut augmenter. On voit ainsi apparaître une rente sur les terres les plus fertiles puisqu'elles permettent de produire à des coûts plus faibles que dans les autres terres, moins fertiles, et que le prix de la tonne de blé augmente. Ricardo qualifie cette rente de différentielle dans la mesure où elle est déterminée par la différence entre la production obtenue sur chaque terre et celle qui est obtenue sur la terre la moins fertile pour la même quantité de travail et de capital. Ricardo s'inspire de Smith pour distinguer le prix naturel du travail du prix de marché. Il montre alors que le prix naturel du travail a tendance à augmenter avec l'accroissement du niveau de production :

- « Le prix naturel est celui qui est nécessaire pour permettre globalement aux travailleurs de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution ». Le prix naturel du travail dépend donc du prix de la nourriture nécessaire à l'entretien de la force de travail. Comme les rendements agricoles sont décroissants à mesure que la production s'accroît, le prix des denrées alimentaires s'élève et le prix naturel du travail également ;
- Le prix du marché du travail dépend quant à lui de l'offre et de la demande de travail. Il fluctue autour du prix naturel. Ainsi, si le prix du marché est supérieur au prix naturel du travail, alors le nombre de travailleurs augmente, ce qui fait diminuer le prix du marché et le rapproche du prix naturel.

**Le taux de profit a tendance à diminuer avec l'accroissement du volume de production.**

Tout d'abord, Ricardo souligne que le taux de profit est unique, c'est-à-dire qu'il est le même de partout quelle que soit la terre cultivée en raison de la mobilité du capital. Si une activité procure passagèrement un profit supérieur aux autres, elle attire les capitaux qui deviennent alors plus abondants, ce qui fait diminuer le taux de profit ; à l'inverse, là où les capitaux sont retirés, le taux de profit augmente. Ensuite, le taux de profit baisse à mesure que le nombre de terres mises en culture s'accroît car le travail coûte de plus en plus cher avec la hausse du prix des denrées alimentaires. Comme le taux de profit est unique, cette baisse concerne l'ensemble des activités. Il en résulte **à terme un état stationnaire caractérisé par une absence de croissance**. La répartition des revenus se fait alors en faveur des propriétaires terriens et non des propriétaires du capital.

4. Une justification théorique du libre-échange par la théorie des avantages comparatifs

Si Ricardo considère que l'amélioration des machines, les progrès de l'agriculture sont susceptibles de ralentir la tendance de la croissance vers un état stationnaire, il pense également à l'ouverture internationale en raison des avantages comparatifs.

**La théorie des avantages comparatifs s'inscrit dans le prolongement de la théorie des avantages absolus d'Adam Smith.** Dans « De la richesse des nations » (1776), Adam Smith développait l'idée qu'à l'instar des individus, les nations ont intérêt à se spécialiser dans les domaines où elles ont un avantage absolu et à acheter aux autres nations les produits que celles-ci produisent moins cher. Si, en revanche, elles ne disposent pas d'avantage absolu, elles n'ont aucun intérêt à se spécialiser dans une production pour exporter. Cette théorie justifie donc le libre-échange, mais surtout pour les nations qui disposent d'un avantage absolu. Ricardo pousse cet argument en faveur du libre-échange plus loin. **Les nations ont toujours intérêt au libre-échange, même si elles n'ont aucun avantage absolu.** Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production où il a un avantage comparatif : là où son

avantage est le plus fort ou là où son désavantage est le plus faible. En effet, il peut alors concentrer tous ses facteurs de production dans le domaine où ceux-ci sont les plus productifs, augmentant ainsi les richesses produites. Par ailleurs, le surcroît de richesses produites permet au pays d'acheter à l'étranger d'autres biens en plus grande quantité que s'il avait cherché à les produire par lui-même. La spécialisation et l'échange international permet donc d'accroître la quantité de marchandises auxquelles la population a accès. Ils permettent aussi de pacifier les relations entre nations, celles-ci ayant désormais un intérêt commun à ne pas se faire la guerre pour préserver les bienfaits du libre-échange.

Cette théorie des avantages comparatifs fournit une justification rigoureuse au libre-échange, mais repose sur **des hypothèses restrictives** qui en limitent la portée, notamment :

- Les facteurs de production immobiles entre les nations ;
- Les coûts de production différents dans chaque pays pour des raisons inexplicables (exogènes), et indépendants des quantités produites (rendements d'échelle constants ou absence d'économies d'échelle).

Le raisonnement économique rejoint ses positions politiques puisque **cette théorie des avantages comparatifs explique son combat contre les *Corn laws***, lois protectionnistes sur le blé. Ironie de l'histoire, Ricardo ne parviendra pas, de son vivant, à voir aboutir ses idées : il s'éteint en 1823, mais les *Corn laws* ne seront abrogées qu'en 1846.

## 5. Impôt et monnaie

Sur la question de l'impôt, Ricardo affirme qu'« **il n'y a d'impôt qui ne tende à réduire le pouvoir d'accumuler** ». S'il porte sur le profit, il réduit la production future du pays puisqu'il mène à moins d'investissement dans le capital. S'il porte sur le revenu, il pénalise la consommation, la production et ainsi par freiner l'accumulation.

**Ricardo adhère à la théorie quantitative de la monnaie.** Il défend cette thèse dans son ouvrage de 1817 : « rien n'est plus important dans l'émission de monnaie de papier que d'être parfaitement éclairé sur les effets du principe de limitation de la quantité ». Pour limiter l'émission, il préconise la conversion des billets en lingots d'or pour des sommes importantes. Cette adhésion de Ricardo au quantitativisme date notamment de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Lorsqu'à partir de 1797, la convertibilité des billets de la Banque d'Angleterre est suspendue, on assiste à une hausse des prix et le cours du lingot d'or sur le marché s'élève au-dessus de sa valeur légale. Pour Ricardo, la hausse des prix et la dépréciation du billet par rapport au lingot d'or provient d'une émission trop importante de billets qu'a permise la fin de la règle de convertibilité.

## C. Autres auteurs notables : Malthus et Say

- Thomas Robert Malthus (1766-1834). Notamment son *Essai sur le principe de population* (1798).

Face au développement d'une misère dans les grands foyers industriels anglais, Malthus s'interroge sur les origines et les responsabilités d'une telle situation : est-ce que cette misère est propre au système capitaliste ou est-elle naturelle quelle que soit le système ? Des auteurs comme Goldwin affirment que cette misère provient d'une répartition des richesses inégalitaire propre au capitalisme et appelle une intervention de l'Etat. A l'opposé de cette vision, Malthus défend l'idée que ce n'est pas le capitalisme mais le décalage entre deux lois : **une loi de progression arithmétique des subsistances et une loi de progression**

**géométrique de la population.** La seconde progression étant plus forte que la première, l'Etat ne doit pas intervenir pour aider les plus démunis car il ralentit la surpopulation nécessaire à la lutte contre le manque de subsistances. En effet, l'aide aux pauvres leur permet d'avoir plus d'enfants. C'est en ce sens que Malthus s'oppose en 1795 à l'Acte de Spenhamland : La loi de Spenhamland, communément appelée la « loi sur les pauvres », a été en vigueur en Grande-Bretagne de 1795 à 1834. Elle a assuré jusqu'en 1834 un revenu minimum aux pauvres dans chaque paroisse, grâce à l'octroi d'un complément de ressources en numéraire indexé sur le prix du pain (ou du blé) et sur la taille de la famille à prendre en charge.

Dans « Principes d'économie politique », Malthus conteste la loi des débouchés de Say. Il montre qu'à court terme toute offre ne crée pas sa propre demande, dans la mesure où toute épargne n'est pas nécessairement investie : une partie de l'épargne peut ainsi être conservée pour elle-même, c'est-à-dire thésaurisée. La crise de sous-consommation se traduit par une baisse des prix, laquelle engendre une baisse des revenus. **Malthus peut de ce point de vue être perçu comme le précurseur de la « révolution keynésienne ».** Keynes lui consacra un petit ouvrage au titre révélateur : Robert Malthus, *the first of the Cambridge Economists*.

- Jean-Baptiste Say (1767-1832). Notamment son *Traité d'économie politique* (1803).

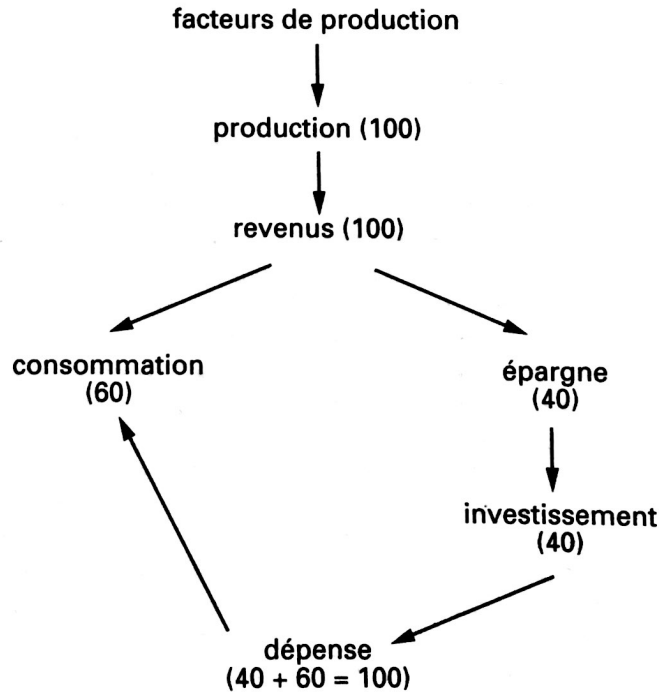
Dans cet ouvrage, **Say énonce sa « loi des débouchés »** : toute offre crée sa propre demande. Cela signifie que toute production donne lieu à la création d'une somme de revenus d'égale valeur ; au niveau global, les agents ne peuvent demander des biens et services que parce qu'ils vendent des biens et services pour une valeur équivalente. Cette affirmation ne relève pas de la seule égalité comptable dès lors qu'on expose les hypothèses :

- il s'agit d'un raisonnement à long terme où toute épargne est investie : ce qui est épargné est dépensé par d'autres agents (les investisseurs qui empruntent auprès des épargnants). L'épargne constitue donc une vertu, puisqu'elle permet de financer des moyens de production supplémentaires ;
- La monnaie n'a pas d'autre fonction que celle d'intermédiaire dans les échanges, conformément à la théorie quantitative. La monnaie n'est pas demandée pour elle-même mais pour les biens et services qu'elle permet d'acheter.

Précisons par ailleurs que Say n'adhère à la théorie de la valeur-travail comme Smith ou Ricardo. Pour lui, **la valeur d'échange d'un bien se trouve dans son utilité** : « je dirai que créer des objets qui ont une utilité quelconque, c'est créer des richesses, puisque l'utilité de ces choses est le premier fondement de la valeur, et que leur valeur est la richesse ». En ce sens, Say annonce la « révolution marginaliste » des néo-classiques.

## Document n°4. Une illustration de la loi des débouchés

**Graphique 1**  
**Une illustration de la loi des débouchés**



*N.B.* : Les chiffres entre parenthèses correspondent à des valeurs monétaires

Pour conclure, les **points communs aux classiques** sont les suivants :

- **Théorie de la valeur-travail**, sauf Jean-Baptiste Say qui développe déjà une théorie de la valeur utilité.
- **Autorégulation du marché** : les mouvements de prix permettent d'équilibrer l'offre et de la demande. Incarnations : « main invisible » de Smith ; « loi des débouchés de Jean-Baptiste Say.
- **Approche macroéconomique**. Les questions que soulèvent les économistes classiques : la croissance, la répartition des fruits de la croissance, l'évolution de la croissance à long terme.
- **Les lois naturelles**. Les économistes classiques veulent faire apparaître les lois naturelles (au double sens universelles et a-historiques) de l'économie. « La loi des avantages comparatifs » (Ricardo), « loi des débouchés » (Say), « loi de la population » (Malthus)

## **QUESTION N°3. COMMENT KARL MARX CONTESTE-T-IL LE LIBÉRALISME ?**

### A. Une rapide biographie et le contexte historique de Marx

Karl Marx naît à Trèves en 1818 dans une famille bourgeoise, marquée par le libéralisme des idées une indifférence vis-à-vis de la religion. Entre 1836 et 1845, il poursuit sa formation intellectuelle en soutenant une thèse de philosophie en 1841. Il rencontre Engels en 1844 à Paris avec lequel il s'engage dans la voie révolutionnaire. Entre 1845 et 1848, il est exilé à Bruxelles et publie, entre autres, « l'idéologie allemande » en 1846 où est exposé le principe du matérialisme historique et « Le manifeste du parti communiste » en 1848. A cette époque, Marx milite au sein de la Ligue Communiste. Entre 1849 et 1870, Marx s'installe en Grande-Bretagne où il publie en 1867 « Le capital », puis en 1885 et 1894, les tomes 2 et 3 seront publiés après sa mort par Engels.

**Marx est contemporain de la seconde révolution industrielle.** Il constate alors le développement d'un prolétariat misérable dans les grandes métropoles industrielles anglaises dont la précarité des conditions de vie a été décrite par son ami Engels dans « la situation des classes laborieuses en Angleterre » (1845). Face à un contexte marqué par de nombreuses crises industrielles (1847-1850, 1857-1860, 1866, 1873) et la multiplication des chômeurs, Marx se demande si l'origine de la pauvreté est consubstantielle au système capitaliste comme Malthus, mais avec une réponse différente.

**D'un point de vue philosophique,** Marx est marquée par :

- **La pensée dialectique de Hegel** lorsque Marx fait l'hypothèse qu'après avoir connu le communisme primitif (thèse), l'humanité a été soumise à la propriété privée (antithèse) et l'avenir consacrera le communisme (synthèse) qui apparaît comme l'étape ultime en termes de mode d'organisation pour la société.
- La pensée de Feuerbach et la notion d'**aliénation** : dans « L'essence du christianisme », Feuerbach montre que l'homme est soumis à une aliénation religieuse, Dieu n'étant qu'une création de l'homme. Cette automystification conduit alors les hommes à se prosterner devant ce qui n'est que le produit de leur invention. En transférant leurs attributs à une divinité qu'ils inventent, les hommes deviennent étrangers à eux-mêmes. On retrouve le concept d'aliénation chez Marx dans « Les manuscrits de 1844 » : dans la société capitaliste, le travail est aliéné car le producteur est rendu étranger au produit de son travail qui appartient à son employeur, à l'activité de production (qu'il ne peut organiser comme il l'entend) et à son être générique car il ne voit plus que son existence à travail qu'il fournit.

## B. Marx, parfois qualifié de « dernier des classiques » s'inscrit dans à la fois dans la continuité et en rupture avec les économistes classiques

On a pu qualifier **Marx de « classique » car il adhère comme Smith et Ricardo à la théorie de la valeur-travail** (ainsi qu'aux distinctions usuelles entre valeur d'échange/valeur d'usage ou biens reproductibles et non reproductibles) à la différence des néo-classiques (que nous verrons après) pour qui la valeur d'échange d'un bien repose sur son utilité. **Marx se démarque toutefois de ces économistes classiques car sa théorie de la valeur-travail est pensée à travers le concept d'« exploitation ».**

Marx partage d'autres points communs avec les classiques :

- Il veut proposer une analyse scientifique de la société visant à faire apparaître ses lois de fonctionnement. Marx rompt ici avec les socialistes qu'il considère comme « vulgaires » (Proudhon, Fourier)



- Marx place au cœur de sa pensée la question de la répartition du revenu comme Smith et surtout Ricardo, même si le triptyque ricardien (le capitaliste, le salarié et le propriétaire foncier) devient diptyque avec le capitaliste face au travailleur (Bourgeoisie face au prolétariat).

Néanmoins, la pensée marxienne constitue en premier lieu une **critique radicale de l'économie classique** :

- Il n'y a **pas de lois naturelles** en économie : les économistes classiques veulent faire apparaître les lois naturelles de l'économie alors que pour Marx elles s'inscrivent dans un cadre historique précis. Le capitalisme est ainsi un « mode de production » qui succède au mode de production antique (fondé sur l'esclavage) et le mode de production médiéval (fondé sur le servage) et auquel succèdera le communisme, étape ultime de l'histoire ;
- La **nature du capitalisme est plutôt antagoniste et conflictuelle** : Marx reproche aux classiques leur conception harmonieuse du capitalisme où « la main invisible » du marché ferait en sorte que la somme des intérêts privés mène à l'intérêt général. Marx se propose au contraire de mettre en évidence les rapports conflictuels entre les capitalistes et la classe ouvrière.
- Les **crises économiques sont possibles** : Marx remet en cause un postulat de l'économie classique selon lequel il n'y aurait pas de crise économique possible en cas de libre concurrence. C'est surtout la loi de Say qui est visée ici. Or, Marx montre que des crises de surproduction sont possibles.

### C. Marx introduit au cœur de la théorie de la valeur-travail la notion d'« exploitation »

**Marx reprend aux classiques la théorie de la valeur-travail, mais en l'intégrant à une perspective plus large, celle de l'exploitation de la « force de travail » des travailleurs par les capitalistes.**

Pour Marx, les travailleurs produisent une force de travail qui correspond à la fois à une valeur d'usage et une valeur d'échange :

- La valeur d'usage de la force de travail correspond à la richesse créée par le travailleur ;
- La valeur d'échange de la force de travail est égale à la quantité de travail socialement nécessaire pour produire cette force de travail, c'est-à-dire pour produire les biens et services dont le travailleur a besoin pour vivre et faire vivre sa famille.

**Marx applique ici la théorie de la valeur-travail, qui concerne les marchandises chez les classiques, à la force de travail des ouvriers.** Cette force de travail possède une valeur d'échange et une valeur d'usage comme n'importe quelle autre marchandise. C'est pour cela que sa valeur d'échange repose donc sur la quantité de travail socialement nécessaire pour produire les biens et services dont a besoin le travailleur pour produire cette force de travail. La force de travail est donc une marchandise particulière que peut acheter le capitaliste comme n'importe quelle autre marchandise.

Cette théorie de la valeur-travail permet à Marx de mettre en évidence **la logique d'exploitation entre le capitaliste et le travailleur à travers la notion de « plus-value »** :

- Le capitaliste extorque une « plus-value » au travailleur qui est la différence entre la valeur de la richesse créée par ce même travailleur (valeur d'usage) et celle de sa force de travail, c'est-à-dire le salaire de subsistance (valeur d'échange). Ce faisant, le propriétaire des moyens de production exploite celui qui ne possède que sa force de travail ;
- Le « **taux de plus-value** », ou « taux d'exploitation », est alors le rapport de la plus-value aux salaires versés, noté  $pl/v$  avec  $pl$  la plus-value et  $v$  le capital variable (le travail). Le capitaliste a tout intérêt à accroître ce taux. Il maintient les salaires au plus bas et essaye d'augmenter la plus-value en allongeant la journée de travail (plus-value absolue), ce qui s'avère limité, ou la productivité du travail (plus-value relative).
- Le « **taux de profit** » ( $\pi$ ) lui est égal au rapport entre la plus-value ( $pl$ ) et le capital total, soit le capital variable ( $v$ ) et le capital constant, noté  $c$  (machines et matières premières),  $\pi = pl/c+v$

#### D. Les crises de surproduction *dans* le capitalisme et la crise *du* capitalisme apparaissent inéluctables

Pour Marx, **le taux de profit a tendance à décroître au cours du temps**. Cette baisse tendancielle du taux de profit s'explique par le processus de « capitalisation de la plus-value » : le capitaliste, qui a extirpé la plus-value indûment au facteur travail, la réinvestit dans l'achat d'un capital constant,  $c$ . La « **composition organique du capital** », noté  $c/v$ , a alors tendance à croître car le capitaliste investit en capital constant au détriment du capital variable.

Cette hausse de la « composition organique du capital » entraîne une baisse du taux de profit car seul le capital variable est susceptible de créer de la valeur. On peut le démontrer en reprenant la formule du taux de profit de Marx :  $\pi = pl/c+v$  a diminué si le dénominateur,  $c+v$ , augmente.

**Cette baisse tendancielle du taux de profit est à l'origine pour Marx de crises cycliques dans le système capitaliste.** En effet, la baisse tendancielle du taux de profit entraîne le développement du chômage. Il s'en suit une crise de surproduction sur le marché des biens de consommation : un mouvement de baisse des prix s'amorce, qui provoque à son tour une baisse du taux de profit. On assiste alors à une faillite des entreprises et l'amorce d'un processus de concentration. Pour limiter la crise des débouchés, l'Etat, instrument de la classe bourgeoise, relance les dépenses publiques.

**Mais la répétition de ces crises dans le capitalisme génère une crise du capitalisme comme mode de production.** Le communAnnisme remplace alors le capitalisme comme mode de production, caractérisé par l'appropriation collective des moyens de production, la disparition de l'Etat (après une phase de dictature du prolétariat) et de la monnaie.

**Cette crise du capitalisme n'est pas si automatique.** C'est une logique à long terme qui peut être contrariée pour Marx par plusieurs facteurs : (i) une baisse de la valeur unitaire des machines, résultant de gains de productivité dans les branches qui produisent ces machines ; (ii) une hausse du taux de plus-value provenant de l'allongement du temps de travail (plus-value absolue) ou d'une baisse de la valeur de la force de travail provoquée par la baisse de valeur des marchandises entrant dans le panier de conso des salariés (plus-value relative).

Un autre élément est susceptible de ralentir cette baisse tendancielle du taux profit : « l'armée de réserve industrielle » : pour Marx, l'augmentation du nombre de chômeurs permet aux employeurs de faire pression à la baisse sur les salaires. Le capital variable,  $v$ , coûte donc moins cher aux capitalistes et, ce faisant, le taux de profit diminue moins vite.

Ainsi, pour Marx, **le capitalisme est voué à disparaître à terme comme mode de production en raison de ses contradictions internes : la volonté des capitalistes d'augmenter leur taux de profit les conduit inéluctablement à la faillite et à la fin du mode de production capitaliste.**

L'idée d'une baisse tendancielle du taux de profit se trouve déjà chez les classiques. Ricardo rattache cette baisse aux rendements décroissants de l'agriculture. Toutefois, pour Marx, la question agricole n'est pas centrale puisqu'il s'intéresse à la production industrielle. De plus, pour Marx, cette baisse du taux de profit ne doit pas conduire à un état stationnaire, mais au contraire, à de fortes crises cycliques de surproduction qui mettent un terme au capitalisme comme mode de production.

## **QUESTION N°4. COMMENT LES NÉO-CLASSIQUES RENOUVELLENT-ILS LA PENSÉE LIBÉRALE ?**

---

C'est Thorstein Veblen (1857-1929) qui qualifie le premier de « néoclassique » le courant qui naît dans les années 1870 de la parution quasi-simultanée des œuvres de trois auteurs : Léon Walras, Stanley Jevons et Carl Menger.

**Ce courant n'est pas uniforme** puisqu'il renvoie à trois écoles différentes auxquelles appartiennent chacun de ces trois auteurs :

- L'école de Lausanne, dont les deux représentants sont Walras et Pareto, élabore plutôt une théorie de l'équilibre général et de l'optimum. Léon Walras (1834-1910), Français, « *Éléments d'économie pure* » (1874).
- L'école de Cambridge s'ouvre avec la parution de Stanley Jevons (1835-1882), « *La théorie de l'économie politique* » (1871). Cette école est à l'origine de l'équilibre partiel et des imperfections de marché, sous la plume de Jevons, Marshall et Pigou.
- L'école de Vienne avec l'ouvrage de Carl Menger (1840-1921), « *Principes d'économie pure* » (1871). On y trouve deux générations d'auteurs : Menger, Böhm-Bawerk et Von Wieser ; une seconde, moins orthodoxe, avec Schumpeter et Von Hayek.

Malgré la diversité de ces écoles de pensée, on peut considérer comme Veblen qu'elles comportent **un certain nombre de points communs** qui marquent leur différence avec l'économie classique (cela justifie le terme de « néo »).

### A. L'approche néoclassique renouvelle l'approche classique

## 1. « Néo... »...

**Une première différence** renvoie à la théorie de la valeur. Alors que les économistes classiques comme Smith et Ricardo considèrent que la valeur d'échange d'une marchandise repose sur la quantité de travail « commandé » (Smith) ou « incorporé » (Ricardo), **les néoclassiques estiment qu'elles résident dans l'utilité de la marchandise**. Plus précisément, cette valeur d'échange repose sur l'utilité marginale d'un bien. L'utilité marginale se définit comme la variation de l'utilité totale permise par une variation infinitésimale de la quantité consommée. La valeur d'échange du bien provient donc de l'utilité apportée par la dernière unité de ce bien consommée. Pour les néoclassiques, cette utilité est toujours positive (un agent rationnel ne consomme pas pour se « faire mal ») et décroissante en vertu du principe de rareté : plus le bien est rare, plus la satisfaction qu'il procure est forte et sa valeur d'échange, par conséquent, élevée ; à l'inverse, plus la quantité consommée de ce bien est forte, moins la satisfaction apportée par la dernière unité consommée est forte.

Pour illustrer ce raisonnement, reprenons le fameux **paradoxe de l'eau et du diamant** de Smith : l'eau est très utile et, pourtant, elle a une valeur d'échange très faible, paradoxalement, le diamant n'a presque aucune valeur à l'usage et sa valeur d'échange est élevée. Valeur d'échange et valeur d'usage (sous-entendu l'utilité) sont décorrélées. Pour les néoclassiques, raisonner comme Smith revient à confondre l'utilité totale et l'utilité marginale. Ce n'est pas l'utilité totale de l'eau ou du diamant qui fonde leur valeur, mais leur utilité marginale. C'est seulement comme cela qu'on peut résoudre le paradoxe de Smith : si l'eau a une utilité totale forte par rapport à celle des diamants, son utilité marginale est faible du fait de son abondance. Les individus ne sont donc pas prêts à payer un prix élevé pour se la procurer. En revanche, l'utilité marginale d'un diamant, du fait de sa rareté, en fait un bien plus cher, même si son utilité totale est moindre que celle de l'eau. Ainsi, pour les néoclassiques, la valeur d'échange et l'utilité marginale d'un bien sont ainsi corrélées.

**Une seconde différence apparaît sur la définition de la science économique**. Pour les classiques, la science économique se définit par son objet : elle étudie la production, la répartition et l'échange de marchandises. Pour les néoclassiques, l'économie se caractérise avant tout par un mode de raisonnement : **l'économie explique tout comportement rationnel**, c'est-à-dire toute action combinant des moyens rares pour atteindre au mieux une fin, c'est la maximisation sous contrainte.

**Une troisième différence réside dans l'utilisation de l'outil mathématique**. Les néoclassiques, à l'exception de l'école autrichienne, ont recours à la formalisation mathématique (équations, graphiques...), à la différence des classiques, pour rendre compte du comportement rationnel de l'agent économique. Par exemple, pour exprimer le raisonnement à la marge, ils utilisent la dérivée. Cette formalisation mathématique reflète l'ambition de faire de l'économie une science à part entière caractérisée par des lois naturelles. Ainsi, Walras considère que « l'économie politique pure » doit se donner pour objectif « l'étude des lois naturelles de la valeur d'échange ou théorie de la richesse sociale ». « L'économie politique pure est une science tout à fait semblable aux sciences physico-mathématiques ». La formalisation mathématique en économie doit donc servir à révéler les lois naturelles de la valeur d'échange au même titre que la physique avec, par exemple, la loi de la gravité.

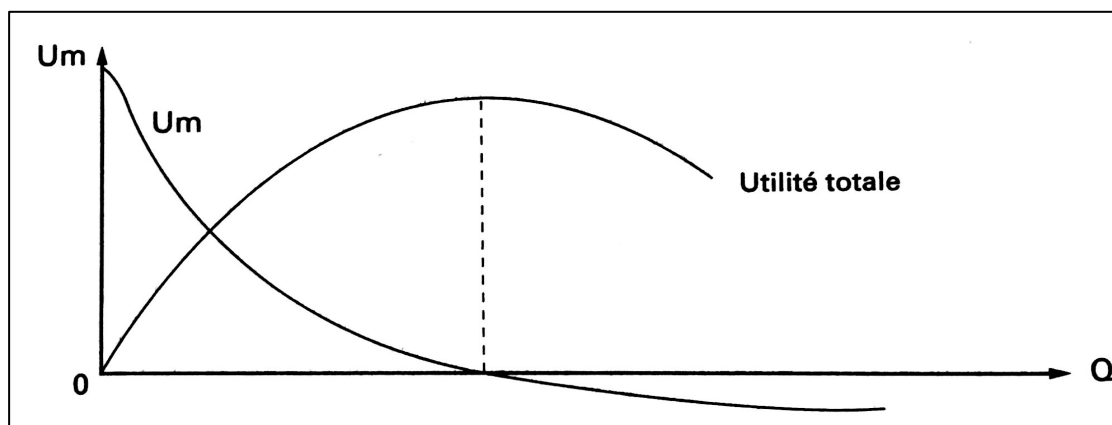
Dernière différence, la vision statique de l'économie. Alors que les classiques ont une approche dynamique de l'économie (cf supra les théories de la répartition chez Smith et Ricardo), **les néoclassiques adoptent une conception statique** de l'économie fondée sur l'équilibre partiel ou général.

## 2. ...Mais « classiques »

Ces différences ne doivent pas masquer les continuités. On en note plusieurs :

- Les défenseurs de l'économie de marché : les classiques et néoclassiques adhèrent, sous des formes et à des degrés différents, à la thèse d'une autorégulation de l'économie de marché, reposant sur la propriété privée et la liberté individuelle ;
- A l'exception de quelques auteurs comme Malthus et Hayek, classiques et néoclassiques défendent une conception dichotomique de la monnaie : la monnaie est neutre et toute augmentation de la masse monétaire sans augmentation préalable de la production engendre de l'inflation ;
- La limitation de l'intervention de l'Etat à ses fonctions essentielles : l'Etat doit assurer ses fonctions régaliennes (police, défense, monnaie) et offrir des biens collectifs. Au-delà de ces fonctions, toute politique économique est au mieux inutile, au pire néfaste ;
- A l'exception des libéraux de l'école de Vienne, les néoclassiques reprennent à leur compte la loi des débouchés de Say et l'idée d'une impossibilité de crises générales et durables : la dépression crée en effet d'elle-même les conditions de la reprise, la crise étant un simple accident.

### **Document n°5. L'utilité marginale**



### **Document n°6 : différence entre l'utilité marginale et totale**

- L'utilité totale  $U$  mesure la satisfaction globale que retire un individu de la consommation d'un bien  $X$ . Ainsi, le niveau de satisfaction  $U$  dépend de la quantité du bien  $X$  consommée. On dit alors que  $U$  est « une fonction de  $X$  », soit  $U = U(X)$ . Cette approche ne précise pas cependant comment évolue l'utilité du consommateur à mesure que la quantité consommée du bien  $X$  augmente. On a recourt pour cela à l'utilité marginale.
- L'utilité marginale,  $U_m$ , mesure l'évolution de l'utilité totale « à la marge », c'est-à-dire pour une très petite variation de la quantité consommée. Autrement dit, l'utilité marginale permet de savoir combien de « satisfaction » en plus apporte une petite augmentation de la quantité consommée d'un bien  $X$ . Il y a deux cas de figures pour mesurer l'utilité

## B. Les néoclassiques de Lausanne fondent l'approche en terme d'équilibre général et d'optimum

### 1. L'équilibre général de Léon Walras

Dans son ouvrage « *Éléments d'économie pure* » (1874), Léon Walras reprend le raisonnement de Say sur la « loi des débouchés » et jette les bases de **la théorie de l'équilibre générale** : il s'agit de montrer que l'équilibre (offre = demande) de plein-emploi peut être assuré sur tous les marchés simultanément et que, de plus, cet équilibre est stable. Si un équilibre général est possible, il n'y a donc pas déséquilibre entre l'offre et la demande comme le suppose la loi des débouchés de Say.

Pour mettre en évidence un tel équilibre, Walras raisonne dans le cadre d'une **économie de concurrence pure et parfaite** : atomicité du marché (il existe un très grand nombre de producteurs et d'acheteurs, aucun n'est en mesure de peser sur le prix qui s'impose à tous) ; homogénéité des produits; libre entrée et sortie de l'industrie ou de la branche; parfaite transparence du marché (l'information circule librement sur les prix, les quantités et la nature des produits); parfaite mobilité des facteurs de production. Il ajoute d'autres hypothèses : l'acteur est parfaitement rationnel ; la monnaie ne peut être désirée pour elle-même (comme chez Say) ; les consommateurs fondent leurs décisions sur la base de la loi de l'utilité marginale pondérée par les prix.

Pour démontrer l'existence de cet équilibre général, Walras pose **un système d'équations multiples qui exprime l'égalité entre l'offre et la demande sur chaque marché**. Il montre ensuite qu'il y a autant d'inconnues qu'il y a d'équations dans ce système. Cela signifie que, mathématiquement, il y a une solution pour résoudre ce système d'équation et qu'un équilibre général est possible. Sans rentrer dans le détail, le nombre d'équations dans le système est égal à la somme :

- des équations de demande effective qui rendent compte de la quantité demandée en fonction du prix ;
- des équations d'échange qui rendent compte de l'égalité entre la demande et l'offre effectives sur les différents marchés ;
- des équations dites d'équilibre général, qui permettent d'exprimer le prix d'une marchandise en une autre marchandise et que les rapports des prix entre les marchandises soient compatibles entre eux (si une marchandise A est exprimée en marchandise B et une marchandise B en marchandise C, ces deux rapports de prix doivent être compatibles avec le rapport de prix entre A et C).

Pour  $m$  marchandises, il y a donc  $m(m-1)$  équations de demande,  $m-1$  équations d'échange et  $(m-1)(m-1)$  équations d'équilibre général. Quant aux inconnues, elles correspondent aux quantités et aux prix des différentes marchandises échangées. Pour  $m$  marchandises échangées deux à deux, il y a  $m(m-1)$  prix et  $m(m-1)$  quantités échangées puisqu'une

marchandise n'est pas échangée contre elle-même, soit un nombre total d'inconnues de  $= m(m-1) + m(m-1) = m^2 - m + m^2 - m = 2m^2 - 2m = 2m(m-1)$ .

Or,	le	nombre	d'équations	=
$m(m-1) + (m-1) + (m-1)(-1)$				$= m^2 - m + m - 1 + (m^2 - m - m + 1) = m^2 + m^2 - m - m = 2m^2 - 2m = 2m(m-1)$

**Le nombre d'équations obtenues est égal au nombre d'inconnues, il y a donc une solution (prix et quantités d'équilibre) qui permet de résoudre ce système d'équations et d'assurer un équilibre général.**

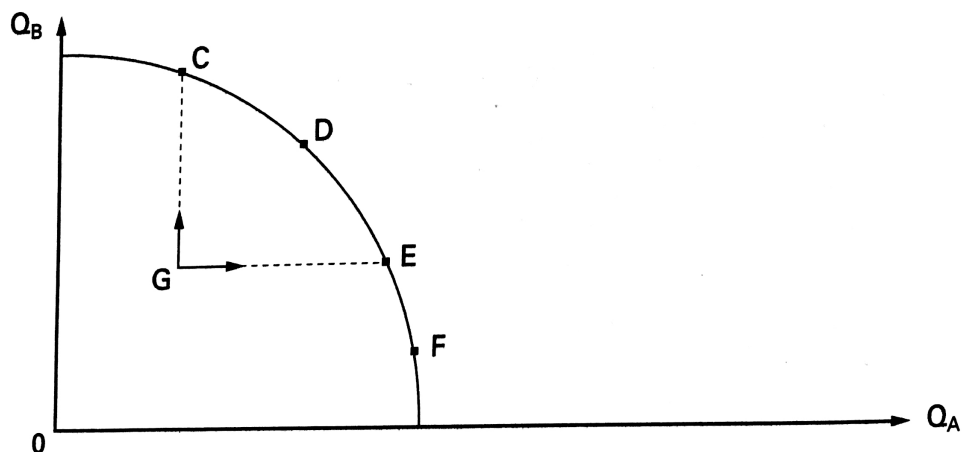
Néanmoins, tant que les prix d'équilibre ne sont pas trouvés (prix pour lequel offre et demande coïncident), aucun échange ne doit avoir lieu. C'est alors le rôle du « commissaire-priseur » qu'invoque Walras : il s'agit d'un agent extérieur au marché qui annonce les prix et enregistre les offres et demandes correspondantes à ce prix : tant que l'offre et la demande ne sont égales, le processus de tâtonnement se poursuit. Il est supposé qu'aucune transaction n'a lieu avant l'obtention de l'équilibre et le processus de génère aucun coût de fonctionnement. En recourant au commissaire-priseur, Walras souligne que la stabilité de l'équilibre général est assurée par la flexibilité des prix : si l'offre est supérieure à la demande, le prix baisse et vice versa.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que dans les hypothèses de ce modèle de l'équilibre général, Walras adhère à la théorie de la valeur-utilité puisque les consommateurs fondent leurs décisions sur la base de la loi de l'utilité marginale pondérée par les prix. En ce sens, il rejette la théorie de la valeur-travail des classiques.

## 2. L'optimum de Pareto

Vilfredo Pareto est à l'origine de la notion d'optimum. Une situation est qualifiée Pareto-optimale ou d'optimum de Pareto lorsqu'il n'est pas possible d'améliorer l'utilité d'un agent sans dégrader au moins celle d'un autre. L'optimum de Pareto permet alors de s'assurer que les ressources sont efficacement employées, mais il ne signifie pas que les ressources soient équitablement réparties. Sur le graphique ci-dessous, on constate qu'il y a plusieurs optima possibles (C, D, E, F). En effet, la courbe représente le niveau maximum de production qu'on peut obtenir. Les biens produits se répartissent entre A et B. Or, sur les 4 points, C, D, E et F, il n'est pas possible d'améliorer le bien-être de A sans détériorer celui de B et vice versa. Ces points correspondent donc chacun à un optimum de Pareto, mais avec des répartitions différentes. En revanche, le point G constitue une situation sous-optimale car on peut améliorer le bien-être de A et B en même temps.

### **Document n°7. L'optimum de Pareto**



### C. Mettant l'accent sur les limites du marché, les néoclassiques de Cambridge revendiquent un « libéralisme tempéré »

Les deux figures les plus célèbres de cette école de Cambridge sont Alfred Marshall et Arthur Pigou. Voyons les idées principales qu'ils ont développées.

Tout d'abord, **Alfred Marshall définit dans ses « Principes d'économie politique »** (1890) plusieurs éléments essentiels à l'analyse néoclassique :

- **L'équilibre partiel** : il s'agit d'étudier le fonctionnement d'un marché, en faisant l'hypothèse que l'équilibre quantité/prix obtenu ne dépend pas de l'équilibre obtenu sur les autres marchés : par exemple, l'équilibre sur un marché des biens est déterminé quelle que soit l'évolution sur le marché du travail. Marshall précise alors la nature de la demande et de l'offre sur un marché :
  - A travers le fameux exemple du cueilleur de mûres, il fonde **le choix du consommateur sur l'utilité marginale décroissante** : « la satisfaction que cette personne retire de la cueillette est arrivée à son maximum : jusqu'à ce moment, en effet, chaque nouveau fruit cueilli a plus ajouté à son plaisir qu'il ne lui a ôté ; mais à partir de ce moment tout nouveau fruit cueilli a, au contraire, plus diminué son plaisir qu'il ne lui a augmenté ».
  - le prix d'offre est déterminée par le coûts des facteurs de production (homme, nature, capital, organisation). Dès lors, plus la quantité à produire est élevée, plus le prix d'offre augmente. Ce prix est même déterminée à la marge pour Marshall (raisonnement marginaliste) puisque le prix d'offre auquel est offerte une quantité donnée est déterminé par le coût de cette dernière unité.

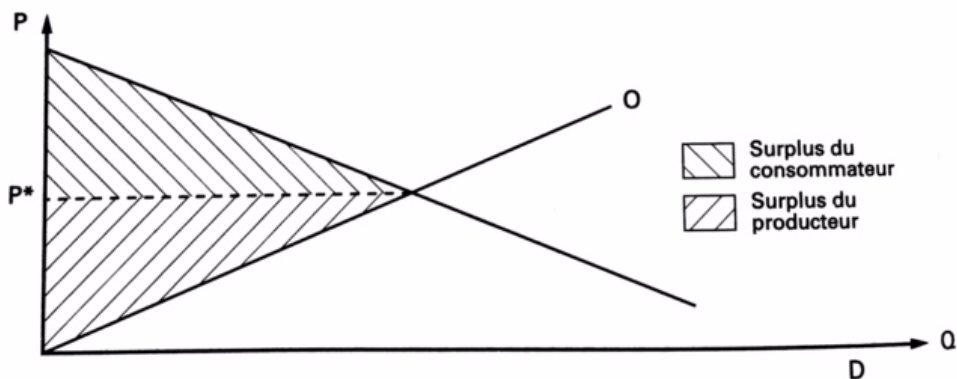
L'équilibre partiel a lieu sur le marché lorsque sont fixés un « **prix d'équilibre** », ie le prix d'offre est égal au prix de demande, et une « **quantité d'équilibre** », ie les quantités offerte et demandée également. En revanche, lorsque le prix de demande est supérieur au prix d'offre, les vendeurs reçoivent plus d'argent qu'il ne leur est nécessaire pour offrir leur production sur le marché ; ils ont alors tendance à augmenter la quantité produite et donc le prix d'offre jusqu'à ce qu'il soit égal au prix de la demande.

- **Le surplus** : Marshall a mis en évidence le concept de « surplus » pour le producteur et le consommateur. Dans le cas du consommateur, le surplus peut se définir comme la différence entre le prix que le consommateur est prêt pour les différentes unités précédant la quantité  $Q^*$  (correspondant au prix d'équilibre  $p^*$ ). Dans le cas du producteur, le



surplus représente la différence entre le prix qu'est prêt à offrir le producteur pour les quantités  $Q^*$  et le prix  $p^*$  pratiqué à l'équilibre. Cette notion de surplus permet d'illustrer des « transferts de surplus » selon la structure du marché. Le passage d'une CPP à un monopole se traduit dans un raisonnement néoclassique par une perte de surplus du consommateur puisque le prix supérieur au prix profit au producteur.

### Document n°8 : Les surplus du consommateur et du producteur



mie du bien-être » (1920), Arthur Cecil Pigou met en avant les défaillances du marché et justifie ainsi l'intervention de l'Etat. Il en distingue deux : **les externalités et les biens collectifs**. Dans le premier cas, il explique que les externalités découlent d'une imperfection des droits de propriété. Le défaut de propriété n'incite pas à produire des externalités positives puisque les agents, qui sont à leur origine, ne bénéficient pas d'une rémunération. A l'inverse, les agents ne sont pas encouragés à réduire leurs externalités négatives puisqu'ils n'ont pas à verser de compensation monétaire. Dans le second cas, aucun producteur rationnel n'a intérêt à financer les biens collectifs en raison de la non-rivalité (la consommation par un agent n'empêche pas les autres d'en profiter) et non-excluabilité (on ne peut empêcher un agent de consommer un bien) alors que les consommateurs en ont besoin. Ex : la radio, la défense nucléaire. Dès lors, c'est à l'Etat de lutter contre les externalités en donnant un prix à ce qui n'en avait pas (brevet pour protéger l'innovateur ; indemniser le riverain pollué par la firme), ie internaliser les externalités. Il revient à l'Etat de produire en outre les biens collectifs grâce à l'impôt. Pigou justifie donc une intervention de l'Etat comme Smith.

### D. Par l'originalité de ses auteurs, l'école de Vienne se situe aux frontières de l'hétérodoxie

Les néoclassiques autrichiens se distinguent nettement de l'école de Lausanne par leur **méfiance affichée vis-à-vis de toute formalisation mathématique** et par leur intérêt pour **la dimension psychologique des comportements**.

Dans la première génération des économistes autrichiens, on trouve les néoclassiques comme Carl Menger (1840-1921) et son ouvrage « Principes d'économie pure » (1871) où il présente la théorie de l'utilité marginale.

Dans la seconde génération, on trouve dans l'école des Vienne des auteurs hétérodoxes comme **Joseph Schumpeter** (1883-1950). Son œuvre est très hétérogène puisqu'il s'est intéressé à l'histoire de la pensée économique, au processus de croissance, à l'avenir du système capitaliste... Mais son œuvre la plus importante demeure la « **Théorie de l'évolution économique** » (1911) dans lequel il propose une réflexion sur l'innovation. Il débute cet ouvrage par une situation fictive qu'il appelle « circuit stationnaire » où le fonctionnement de

l'économie s'apparente à une reproduction à l'identique : les biens fabriqués sont toujours les mêmes, la combinaison productive ne change pas, pas de pertes ni de bénéfices pour les producteurs...

Ce « circuit stationnaire » connaît en revanche des ruptures suite à l'**innovation** qui remet en cause les comportements routiniers. Schumpeter distingue alors cinq formes d'innovation : l'innovation de produit, l'innovation de procédé, la découverte de nouvelles matières premières, l'ouverture de nouveaux marchés, les nouveaux modes d'organisation de la production. Les innovations apparaissent sous la forme de « grappes », c'est-à-dire qu'elles ne sont pas isolées les unes des autres, mais apparaissent ensemble (ex : locomotive, charbon et voie de chemin de fer).

L'innovation provient d'un « **entrepreneur** » dont Schumpeter dit qu'il est l'homme des combinaisons nouvelles » qui prend des risques pour rompre avec l'ordre dominant. « Il nage à contre-courant ». L'innovation permet à cet entrepreneur de se trouver temporairement en situation de monopole et réalise des profits. Cette innovation fait partie d'une « **grappe d'innovations** » qui ouvre la voie à une phase d'expansion de l'activité économique. Cette phase d'expansion est à la fois quantitative (plus de biens) et qualitative (changement de la nature des biens produits) et s'accompagne d'une inflation en raison d'une pénurie de nouveaux biens. Dans un second temps, l'innovation se diffuse sous l'effet de l'imitation. La phase d'expansion est alors suivie d'une phase de crise de surproduction, de déflation. Le monopole de l'innovateur cède la place à une structure de marché concurrentielle. Cette crise a lieu jusqu'à ce qu'une nouvelle « grappe d'innovations » émerge.

La théorie de l'évolution économique de Schumpeter met donc en évidence des **cycles économiques** marquées par deux phases : une phase d'expansion et une phase de crise qui alterne selon un processus de « **destruction créatrice** », soit un processus continuellement à l'œuvre dans les économies et qui voit se produire de façon simultanée la disparition de secteurs d'activité économique conjointement à la création de nouvelles activités économiques.

Même s'il est un adversaire du marxisme, Schumpeter partage plusieurs traits communs avec Marx (qui sont en même temps des différences avec les néoclassiques) : il se focalise sur la dynamique du capitaliste (à la différence des néoclassiques qui raisonnent en équilibre) ; il possède une théorie de la crise endogène au système capitaliste (alors que les néoclassiques considèrent la crise comme événement exogène et temporaire qui s'efface avec la autorégulation du marché) ; il estime que le socialisme sera le prochain stade du capitalisme, même s'il le déplore.

## QUESTION N°5. POURQUOI PEUT-ON PARLER DE « RÉVOLUTION KEYNÉSIIENNE » ?

---

### A. Une rapide biographie et le contexte de l'auteur

John Maynard Keynes naît en 1883 à Cambridge. Son père, John Neville, est lui-même économiste, professeur à Cambridge et auteur de travaux marquants sur la méthodologie en économie. Il y suit les cours des plus éminents économistes d'une époque où l'école néo-classique domine les débats : Alfred Marshall (1842-1924), ami de son père, et son principal disciple Arthur Cecil Pigou (1877-1959).

Esprit brillant et éclectique, Keynes fréquente les milieux intellectuels et artistiques (notamment l'écrivain Virginia Woolf et le mathématicien Bertrand Russell) et s'implique

dans les débats politiques. Haut fonctionnaire aux finances pendant la première guerre mondiale, il participe aux négociations du traité de Versailles, **s'oppose aux réparations imposées à l'Allemagne** et démissionne, publiant ses analyses dans « Les conséquences économiques de la Paix » en 1919. Il récidive en publiant « Les conséquences économiques de Monsieur Churchill » en 1925 pour s'opposer au retour de la Livre Sterling au système d'étalon or d'avant 1914.

C'est dans le contexte de dépression des années 30 que Keynes apporte sa contribution majeure. Dès le « Traité de la monnaie » (1930), mais encore davantage dans la « Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie » (1936), **Keynes s'oppose aux politiques budgétaires et monétaires préconisées par les néo-classiques** et propose une explication macroéconomique d'un chômage qui peut être à la fois durable et involontaire.

Pendant et après la seconde guerre mondiale, **il est chargé de réfléchir à l'organisation de l'économie de guerre** (« Comment payer pour la guerre », 1940). En 1944, il représente la Grande-Bretagne aux négociations de Bretton Woods sur les principes du Système Monétaire International mais ne réussit pas imposer ses vues, comme la création d'une monnaie mondiale. Il décède en avril 1946 d'une crise cardiaque liée vraisemblablement à une charge de travail excessive.

## B. Une triple rupture méthodologique avec la pensée classique

On peut parler d'une « **révolution keynésienne** » par rapport aux classiques et néoclassiques à plusieurs titres :

- Le cadre temporel : **Keynes raisonne à court terme alors que les classiques et néoclassiques privilégient le long terme.** Ainsi, la loi de Say envisage la possibilité de crises, mais celles-ci sont nécessairement temporaires et de court terme car toute offre crée sa propre demande. Pour Keynes, pressé sans doute par l'urgence de la situation de la Grande dépression (chômage massif, pauvreté, dépression économique...), « à long terme, nous serons tous morts » (« Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie »). Par exemple, à court terme, l'épargne n'est pas seulement une consommation différée, mais également une fuite de revenu qui entrave le multiplicateur keynésien et donc la relance économique.
- Le niveau d'incertitude : **dans la tradition libérale, il n'y a aucune incertitude** qu'il s'agisse des échanges, des informations dont disposent les agents économiques, alors que **pour Keynes, une incertitude « radicale »** pèse sur le comportement des agents économiques. Ainsi, la théorie de l'équilibre général de Walras repose sur une hypothèse d'information parfaite. L'incertitude radicale chez Keynes s'exprime de plusieurs manières : les entrepreneurs que Keynes qualifie d'« esprits animaux » fixent leur niveau de production en fonction des anticipations qu'ils font de la demande effective ; dans la fonction keynésienne de monnaie, l'univers incertain fait que les agents peuvent détenir de la monnaie pour elle-même lorsque le taux d'intérêt est faible (motif de spéculation).
- L'échelle du raisonnement : **les néoclassiques raisonnent de manière microéconomique alors que Keynes propose une analyse macroéconomique.** Les théories néoclassiques reposent sur le comportement d'un agent économique (le consommateur, le producteur) rationnel qui serait représentatif de tous les autres acteurs. Pour Keynes, il s'agit d'un « sophisme de composition » : on ne peut pas passer de l'échelle individuelle à l'échelle collective par simple

agrégation des comportements. Par exemple, si un producteur a intérêt à une baisse de salaire pour réduire ses coûts à un niveau individuel, si tous les producteurs agissent ainsi, le niveau de la demande globale baisse, ce qui réduit encore davantage l'activité des producteurs. La somme des intérêts privés ne conduit pas à l'intérêt général. Il faut donc un autre type de raisonnement et Keynes le propose à travers la macroéconomie. L'échelle de compréhension des acteurs économiques n'est plus au niveau individuel, mais collectif à travers les agrégats de la comptabilité nationale (revenu global, consommation finale...).

### C. Ces ruptures méthodologiques conduisent à des ruptures thématiques marquées entre Keynes et les classiques

Tout d'abord, **les classiques supposent que l'ajustement entre l'offre et la demande se fait par les prix sur les marchés**, alors que pour Keynes, les prix sont rigides à court terme ; **l'ajustement ne peut se faire pour Keynes que par les quantités**. Par exemple, la théorie de l'équilibre partiel de Marshall suppose que si le prix d'offre est supérieur au prix de demande, les vendeurs reçoivent moins d'argent qu'il ne leur est nécessaire pour offrir leur production sur le marché ; ils ont alors tendance à diminuer la quantité produite et donc le prix d'offre jusqu'à ce qu'il soit égal au prix de la demande. Pour Keynes, cette autorégulation n'est pas possible car les prix sont rigides à court terme. Par conséquent, si l'offre est supérieure à la demande, l'ajustement se fait par les quantités : les quantités offertes diminuent et le chômage augmente.

Ensuite, **Keynes substitue à l'approche néoclassique de l'équilibre une approche fondée sur le circuit**. Pour les classiques, il ne peut pas y avoir de déséquilibre entre l'offre et la demande car l'ajustement se fait par les prix sur le marché des biens et services ou le salaire sur le marché du travail. C'est le même raisonnement dans le cas de l'épargne (S) et l'investissement (I) grâce aux variations du taux d'intérêt ( $\hat{i}$ ). S est une fonction croissante du niveau de  $\hat{i}$  et I une fonction décroissante de  $\hat{i}$ . Ainsi si  $S > I$ , alors  $\hat{i}$  augmente, ce qui fait baisser le niveau de S et croître le niveau de I jusqu'à ce que  $S = I$ . Pour Keynes, cet équilibre n'est pas possible car I et S ne dépendent pas de la même variable : S est une fonction croissante du niveau de revenu alors que I est une fonction croissante du niveau de  $\hat{i}$ .  $\hat{i}$  ne peut donc pas servir de variable d'ajustement entre I et S. Keynes propose alors de ne raisonner en termes d'équilibre, mais de circuit. Ainsi, si  $S > I$ , alors le niveau de production diminue, le niveau de revenu également puis le niveau d'épargne. C'est l'enchaînement entre ces différentes variables qui constitue l'analyse keynésienne en circuit. Par ailleurs, notons que pour Keynes, il existe un paradoxe de l'épargne au sens où « trop d'épargne tue l'épargne ».

Puis, **Keynes ne situe pas l'origine du chômage dans un dysfonctionnement du marché du travail mais dans une insuffisance de la demande effective**. Pour les néoclassiques, le marché du travail est un marché comme les autres au sens où l'offre de travail (celle des travailleurs) et la demande de travail (celle des employeurs) dépendent du salaire réel, dont la flexibilité permet d'assurer l'équilibre. Le chômage par conséquent ne peut être qu'involontaire si la flexibilité des salaires est respectée. Pour Keynes, il n'existe pas de marché du travail car l'offre et la demande de travail ne dépendent pas des mêmes variables : la demande de travail est une fonction décroissante du salaire réel alors que l'offre de travail est une fonction croissante du salaire nominal. Dans ces conditions, le niveau de l'emploi est déterminé par l'entrepreneur, ie la demande de travail, elle-même fonction de la demande effective (ie la demande globale anticipée par les entrepreneurs) ; chez Keynes, le chômage apparaît alors comme involontaire par nature.

Keynes défend une approche monétaire également différente de celle des classiques et néoclassiques. **A l'exception de Hayek, la théorie libérale repose sur la théorie quantitative de monnaie** : Ricardo, Mill, Walras, Marshall, Fisher adhèrent à l'idée que la monnaie a uniquement pour fonction celle d'intermédiaire dans les échanges. Elle n'a aucun effet sur l'économie réelle et les quantités de biens échangés. La monnaie est donc neutre. Il s'agit de la thèse de la monnaie transactionnelle. En situation d'univers certain et sur le long terme, la monnaie ne peut être demandée pour elle-même. Dans « la théorie générale » (1936), Keynes rompt avec la conception transactionnelle de la monnaie. Il suppose ainsi qu'il existe une « **préférence pour la liquidité** ». L'individu qui renonce à une consommation immédiate constitue une épargne (rappelons que chez Keynes, le revenu se partage entre la consommation et l'épargne). Cette épargne peut prendre deux formes : des titres ou de la monnaie (= liquidités). La monnaie peut ainsi être demandée pour elle-même lorsque l'épargne n'est pas entièrement placée. Il distingue trois motifs de préférence pour la liquidité : le motif de transaction, le motif de précaution et le motif de spéculation. La préférence pour la liquidité sous la forme d'une monnaie de spéculation s'accroît au fur et à mesure que les taux d'intérêt baisse ; le taux d'intérêt étant défini comme le prix de la renonciation à la liquidité. Dans cette perspective, une politique monétaire de rigueur avec une hausse des taux d'intérêt encourage les agents économiques à détenir des liquidités, ce qui freine la consommation et la relance de l'activité économique.

Enfin, **Keynes se différencie des libéraux en ce qu'il prône une intervention de l'Etat plus forte**. Pour les classiques et néoclassiques, l'Etat doit être minimal bien que le champ d'intervention de l'Etat varie selon les auteurs. Pour Smith, l'Etat doit assurer la défense, la justice et l'entretien de certains ouvrages et institutions publics qui ne peut être assuré par l'initiative privée. Pour Pigou, l'Etat doit lutter contre les externalités en définissant des droits de propriété et financer des biens collectifs. Néanmoins, en dehors de ces défaillances de marché, l'Etat doit laisser faire « la main invisible » qui fait converger les intérêts privés vers l'intérêt général. Le marché est plus efficace que l'Etat car il entraîne, sous certaines conditions, une allocation optimale des ressources. Pour Keynes, le marché ne s'autorégule pas parfaitement. Il existe des déséquilibres durables comme « l'équilibre de sous-emploi » qui nécessite une intervention de l'Etat au travers de politiques conjoncturelles. Ainsi, pour lutter contre « l'équilibre de sous-emploi », caractérisée par une demande effective insuffisante pour assurer le plein-emploi, l'Etat peut mener une politique de relance qu'elle soit monétaire (baisse des taux d'intérêt) ou budgétaire (hausse des dépenses publiques).

#### D. Une « révolution keynésienne » à nuancer quand même

En 1947, le keynésien Lawrence Klein publie un ouvrage « La révolution keynésienne » qui consacre l'idée d'une opposition irréductible à la pensée néoclassique. Cet ouvrage pose une question essentielle : **la pensée économique de Keynes est-elle si « révolutionnaire » que cela dans le contexte des années 1930 ?**

**Les deux précédentes parties (B et C) permettent de répondre par l'affirmative.** La pensée keynésienne opère une rupture à la fois méthodologique et thématique avec les classiques et, surtout, les néoclassiques. Keynes réfute l'idée d'une autorégulation des marchés caractérisée par un équilibre partiel et/ou général à long terme où les crises ne seraient que temporaires. Keynes met en avant l'existence de rigidités qui empêchent la flexibilité des prix, des salaires ou des taux d'intérêt d'où il résulte des déséquilibres que seule une intervention de l'Etat est en mesure de surmonter.

Il faut néanmoins **relativiser l'aspect révolutionnaire** de la pensée keynésienne pour plusieurs raisons :

- **La révolution keynésienne n'a pas surgi ex nihilo.** Keynes s'inspire d'économistes qui l'ont précédé. Keynes s'inspire de Malthus et de sa critique de la loi des débouchés de Say. Les notions keynésiennes de « préférence pour la liquidité » et d'« équilibre de sous-emploi » renvoient à l'idée développée par Malthus d'une crise de sous-consommation qui résulterait du fait qu'à court terme toute offre ne crée pas sa propre demande, dans la mesure où une partie de l'épargne est conservée pour elle-même. Keynes lui consacra d'ailleurs un petit ouvrage au titre révélateur : « Robert Malthus, the first of the Cambridge Economists » en 1933 ;
- **Plusieurs économistes développent à l'époque des conceptions proches.** C'est le cas de l'école suédoise des finances publiques qui, durant l'entre-deux-guerres, met l'accent sur la possibilité d'un équilibre de sous-emploi et la nécessité pour l'Etat de relancer l'activité. Ohlin préconise notamment une politique de régulation conjoncturelle contracyclique. En outre, en Angleterre, il existe un cercle d'économistes autour de Keynes qui l'aident à élaborer ses théories. Il s'agit du « circus » où l'on trouve Robinson, Kaldor ou Robinson ;
- A côté des analyses de Marx ou Schumpeter, la pensée keynésienne perd de son aspect « révolutionnaire ». Marx et Schumpeter s'interrogent sur le maintien du système capitaliste (tous les deux en prédisent la fin) alors que Keynes raisonne classiquement en termes de croissance dans le cadre d'une économie de marché. Keynes réfléchit aux conditions d'un fonctionnement efficace de l'économie de marché. En ce sens, ses préoccupations sont plus proches des problématiques néoclassiques ; **l'économie de marché étant posée comme un système naturel indépassable.**

## **Q6 – QUEL EST L'ÉTAT DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DEPUIS KEYNES ?**

---

## A. Un mouvement de convergence entre les paradigmes néoclassique et keynésien

Plusieurs courants ont opéré dans une convergence entre le paradigme néoclassique et keynésien après Keynes (1883-1946). Nous en distinguerons deux : les néo-keynésiens ; la nouvelle économie keynésienne (ou nouveaux keynésiens)

### 1. Les néo-keynésiens : une synthèse des courants keynésiens et néoclassiques

À peine un an après la publication de *Théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt* en 1936, l'économiste John Hicks rédige un article dans la revue *Econometrica* au titre révélateur « *Mr Keynes and the Classics : A Suggested Interpretation* » (1937) où il annonce le programme de ce courant de pensée : ouvrir la voie à un courant de synthèse entre l'analyse néoclassique et keynésienne.

Dans cet article, John Hicks développe les bases d'un célèbre modèle qu'Alvin Hansen complète en 1949 et baptise ISLM. Ce modèle IS-LM qui a permis de comprendre les effets des politiques monétaires (et budgétaires) pour atteindre l'objectif d'inflation ou de chômage en économie fermée. Le modèle IS-LM justifie, entre autres, l'efficacité des politiques monétaires sous certaines conditions :

- En cas de chômage trop élevé, une politique monétaire expansionniste peut conduire à une hausse de l'emploi selon l'enchaînement suivant : une hausse de l'offre de monnaie permet une baisse des taux d'intérêt ; cette baisse des taux incite les entrepreneurs, qui comparent le taux d'intérêt à l'efficacité marginale du capital, à investir<sup>3</sup>. La hausse de l'investissement contribue à l'augmentation de la demande effective. Les entrepreneurs anticipent cette hausse, recrutent davantage. Il en résulte une hausse de l'emploi et une baisse du chômage ;
- En cas d'inflation trop forte, la politique monétaire restrictive peut aboutir à un ralentissement de la hausse des prix selon l'enchaînement inverse : la baisse de l'offre de monnaie permet une hausse des taux d'intérêt ; cette hausse des taux dissuade les entrepreneurs, qui comparent le taux d'intérêt à l'EMC, à investir. La baisse de l'investissement contribue à une diminution de la demande effective. Les entrepreneurs anticipent cette baisse, embauchent moins. La baisse de l'emploi se traduit par une hausse du chômage et un ralentissement de la hausse des prix.

---

3 Rappelons que pour Keynes, pour déterminer précisément dans quelles conditions l'investissement est souhaitable, l'entreprise doit déterminer le taux d'intérêt maximal qu'elle est prête à supporter sans renoncer à son projet d'investissement. Ce taux est appelé « taux de rendement interne » (TRI) ou encore efficacité marginale du capital (EMC) par Keynes. Ce taux est le taux d'actualisation qui permet d'obtenir  $V = C$  (soit  $VAN = 0$ ). La comparaison entre le taux d'intérêt et le TRI permet alors à l'entreprise de déterminer si l'investissement est rentable :

- si le TRI (ou EMC) est supérieur au taux d'intérêt, alors l'entreprise est incitée à investir. En cas d'emprunt (taux d'intérêt emprunteur), le coût de l'investissement est inférieur aux recettes prévisionnelles. En cas d'autofinancement (taux d'intérêt rémunérateur), elle a intérêt à investir plutôt qu'épargner ;
- si le TRI (ou EMC) est inférieur au taux d'intérêt, alors l'entreprise n'est pas incitée à investir. En cas d'emprunt, le coût de l'investissement (taux d'intérêt emprunteur) est supérieur aux recettes prévisionnelles. En cas d'autofinancement (taux d'intérêt rémunérateur), elle a intérêt à épargner plutôt qu'investir.

Le modèle IS-LM prend appui à la fois sur les analyses keynésienne et néoclassique :

- Il s'inscrit dans ce que Keynes appelle une « économie monétaire de production » où l'activité économique (décisions de production et de demande) dépendent de l'offre et de la demande de monnaie. Ainsi, les variations de l'offre de monnaie ont, par exemple, un effet réel sur le niveau de chômage, contrairement à l'approche libérale qui n'envisage qu'un effet nominal ;
- Il reprend à l'analyse néoclassique le concept d'équilibre à la fois sur le marché des biens et services (courbe IS) et le marché monétaire (courbe LM) là où Keynes raisonnait en termes de circuit économique.

Ce courant, très implanté aux USA, devient dominant en macroéconomie dans les années 1950 et 1960. Le modèle IS-LM est particulièrement utilisé pour justifier les politiques de « stop and go ». En effet, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, une succession de politiques de « stop and go » a eu lieu pendant les années 1950-1960 : tantôt un plan de relance (« go ») dans l'objectif de lutter contre le chômage au détriment de la stabilité des prix ; tantôt un plan de rigueur (« stop ») pour maîtriser de l'inflation au détriment de l'emploi.

Parmi les théories élaborées par les néo-keynésiens, on peut également citer **les travaux de Samuelson et Solow<sup>4</sup> qui transforment la courbe de Philipps**, qui porte sur la relation entre niveau de salaires et chômage, en une relation entre taux de chômage et inflation : lorsque le niveau de chômage est trop élevé, on relance au risque d'un dérapage de l'inflation ; lorsque l'inflation s'accélère, on mène une politique restrictive pour casser l'inflation et le chômage tend à augmenter. Cette perspective a également servi, au même titre que le modèle IS-LM, de cadre théorique aux politiques de *stop and go* menées dans les années 1950-1960. Elle constitue une synthèse des courants keynésiens et classiques puisque, dans ce cadre, la relance se traduit par un ajustement par les quantités (baisse du chômage) de type keynésien et par un ajustement par les prix (inflation) de type classique.

## 2. La nouvelle économie keynésienne (NEK) : le rôle des défaillances de marché dans la rigidité des prix

La nouvelle économie keynésienne (NEK) succède aux néo-keynésiens dans les années 1980. **Les « nouveaux keynésiens » suivent le précepte de Keynes selon lequel il existe des rigidités sur les marchés qui empêchent une parfaite flexibilité des prix qui assurerait un équilibre entre l'offre et la demande.** Ils adoptent en même temps la méthodologie néoclassique puisqu'ils se proposent de donner des fondements microéconomiques à cette rigidité des prix.

Les nouveaux keynésiens concentrent alors leurs analyses sur les défaillances de marchés et s'opposent ainsi à la nouvelle économie classique et au monétarisme qui constituent le renouveau de la pensée libérale à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle (*cf* infra). Les nouveaux keynésiens s'intéressent particulièrement à une défaillance de marché : **les asymétries d'information.** Les asymétries d'information empêchent l'autorégulation du marché.

Parmi les différents courants qui composent la NEK, la microéconomie du marché du travail qui montre qu'en situation d'information imparfaite, la rigidité des salaires peut s'expliquer

---

<sup>4</sup> « Analytical aspects of anti-inflation policy », in *American Economic Review*, 1960



rationnellement tant pour les employeurs que pour les salariés<sup>5</sup>. Dans un article « Equilibrium Unemployment as a Worker Discipline Device », publié en 1984 dans la revue *American Economic Review*, Carl Shapiro et Joseph Stiglitz souligne qu'après la conclusion d'un contrat, **l'employeur n'a pas les moyens de contrôler si le salarié respecte son contrat ou s'il est un « tire-au-flanc »** dans un contexte d'aléa moral<sup>6</sup>. C'est notamment le cas lorsque le résultat de l'agent ne peut être évalué, par exemple parce qu'il fait partie d'un groupe de travail dont on ne peut mesurer que la production d'ensemble. Dès lors, il est rationnel pour le salarié, qui n'est pas contrôlé, de « tirer au flanc ». Or, comme les coûts de surveillance sont importants, l'employeur peut proposer un salaire relativement élevé au salarié pour augmenter le coût d'opportunité du licenciement et l'inciter à avoir une productivité. Le niveau du salaire d'efficience se retrouve alors au-dessus du salaire d'équilibre. Comme tous les employeurs raisonnent ainsi, la demande de travail est inférieure à l'offre de travail, il y a donc du chômage. Mais, ce chômage ne peut disparaître car aucun employeur n'a intérêt rationnellement à baisser le niveau de salaire. Il y a une rigidité du salaire à la baisse. Cette **théorie du salaire d'efficience** de Shapiro et Stiglitz explique bien un problème macroéconomique, dans une perspective keynésienne, par un raisonnement microéconomique dans une approche néoclassique.

## B. La convergence n'empêche cependant pas la réaffirmation des orthodoxies et hétérodoxies

### 1. La nouvelle orthodoxie libérale

A partir des **années 1950**, une nouvelle orthodoxie libérale s'affirme dans un contexte des Trente Glorieuses caractérisé par la multiplication des plans de relance et l'affirmation du rôle de l'Etat-providence. Ce renouveau de la pensée de la néoclassique a lieu sous l'impulsion de Milton Friedman et, plus largement, du courant monétariste dont il est le principal représentant. Ils remettent en question des le fondements du keynésianisme et réaffirment la validité des préceptes libéraux. Friedman critique vivement les politiques conjoncturelles keynésiennes dont il conteste l'efficacité. Par exemple, dans « A theory of the consumption function » (1957), **Friedman** s'oppose radicalement aux politiques de relance : l'augmentation du revenu des agents économiques n'est pas susceptible de stimuler la croissance économique car ils ne raisonnent pas en termes de revenu courant, contrairement à ce qu'affirme Keynes, mais en termes de revenus permanent.

**Au cours des années 1970, la « nouvelle économie classique » (NEC) radicalise les positions monétaristes.** Comparons la théorie monétariste des « anticipations adaptatives » et celle des « anticipations rationnelles » développée par la NEC :

- **Friedman forge le concept d' « anticipations adaptatives »**<sup>7</sup> pour critiquer les politiques de relance keynésiennes : un agent effectue une anticipation adaptative, en contexte d'information imparfaite, lorsqu'il adapte ses prévisions en tenant compte de l'information dont il dispose sur les grandeurs observées dans le passé ainsi que des erreurs d'anticipations commises sur ces valeurs passées. Friedman

---

<sup>5</sup> Trois courants composent cette NEC : la théorie du déséquilibre, la concurrence imparfaite et la nouvelle microéconomie du travail.

<sup>6</sup> Il s'agit d'une situation dans laquelle l'agent non informé ne peut contrôler l'action de son partenaire ou bien n'a pas les moyens d'en évaluer l'opportunité.

<sup>7</sup> « The role of monetary policy », in *American Economic Review*, 1968

estime alors qu'une politique monétaire de relance ne permet pas de lutter contre le chômage à long terme en raison des « anticipations adaptatives » des agents économiques ; elle ne fait que créer de l'inflation en vertu de la théorie quantitative de la monnaie. En revanche, à court terme, la relance monétaire peut faire diminuer le chômage car les agents sont victimes d'une « illusion monétaire » : certes la relance monétaire génère de l'inflation, mais les salariés ne se rendent pas compte que leur salaire réel a diminué ; compte tenu de cette diminution du salaire réel dont ils ont conscience, les employeurs augmentent leur demande de travail et le taux de chômage baisse. Mais, grâce à leurs « anticipations adaptatives », les salariés prennent conscience de la hausse des prix, réclament une hausse de leur salaire nominal. Le salaire réel retrouve son niveau de départ et le taux de chômage revient à son niveau d'origine.

- Pour la NEC, **les anticipations ne sont pas « adaptatives », mais « rationnelles »**, c'est-à-dire que les agents anticipent parfaitement les conséquences d'une décision (en l'occurrence ici une relance monétaire) : les agents ne sont donc victimes d'aucune « illusion monétaire ». Dans ces conditions, une politique monétaire expansive n'a aucun effet sur le chômage, même à court terme, car les agents anticipent la hausse du taux d'inflation et réclament une hausse des salaires. Cette relance monétaire ne peut donc entraîner que de l'inflation en vertu de la théorie quantitative de la monnaie.

Au début des années 1980, **l'école de l'offre, avec Gilder et Laffer, renouvelle la pensée libérale**. On peut citer l'ouvrage d'Arthur Laffer, « The economy of the tax revolt » (1979) où il critique la politique fiscale américaine, en montrant qu'au-delà d'un certain seuil, tout alourdissement du taux de pression fiscale provoque une baisse du montant total des recettes fiscales. Pour encourager l'offre, Laffer recommande une baisse des taux d'imposition pour les agents aux revenus les plus élevés, ce que fera Reagan en 1981 avec la réforme fiscale « Economic Recovery Tax Act ».

La nouvelle orthodoxie libérale se manifeste également à travers **l'école des choix publics**. On peut citer l'ouvrage de Gordon Tullock et James Buchanan, « The Calculus of Consent: Logical Foundations of Constitutional Democracy » (1962) dans lequel ils expliquent que les hommes politiques font prévaloir leurs intérêts en premier lieu, notamment à travers leur réélection, plus que l'intérêt général à travers notamment la régulation des activités économiques. C'est ainsi que s'explique la hausse des dépenses publiques : ce n'est pas pour des raisons économiques, mais parce que les gouvernements veulent donner satisfaction aux revendications des groupes de pression.

## 2. Les « post-keynésiens » réaffirment le caractère inconciliable entre la pensée keynésienne et la pensée néoclassique

Contrairement au néo-keynésiens ou aux nouveaux keynésiens, **les post-keynésiens reprennent ce qu'il y a de plus radical chez Keynes tout en rejetant les apports de l'analyse libérale**. Ils empruntent à Keynes l'idée qu'une économie de marché, laissée à la seule initiative des agents privés, peut se retrouver durablement en équilibre de sous-emploi. Keynes et les post-keynésiens réclament une intervention de l'État et de la banque centrale pour lutter contre le chômage de masse. **Les politiques économiques contracycliques ont un rôle déterminant** qu'il s'agisse de la politique monétaire (taux directeurs de la banque centrale) ou budgétaire (dépenses publiques, fiscalité...).

Parmi les contributions majeures des post-keynésiens, on peut citer la théorie **du cycle du crédit de Minsky** pour illustrer à quel point les post-keynésiens renouent avec les préceptes keynésiens. Dans « Can it happen again ? errays on instability and finance » (1982), Minsky explique comment, dans un contexte d'incertitude, les variations du crédit entraîne des fluctuations économiques. En phase de croissance économique, les emprunteurs et prêteurs sous-estiment les risques économiques. Ils font l'hypothèse que la croissance économique future permettra de dégager des profits suffisants pour rembourser les intérêts de la dette. Par conséquent, les crédits et les investissements se multiplient, ce qui entraîne de la croissance économique. Néanmoins, dans un second temps, à mesure que le nombre de crédits augmente, l'endettement des agents économiques s'accroît, les prêteurs deviennent alors de plus en plus circonspects sur le degré de solvabilité des agents économiques et conditionnent les prêts à une hausse des taux d'intérêt. Cette augmentation des taux incite les entreprises à se désendetter. Elles mettent en vente leurs actifs (stocks de marchandises, placements immobiliers...). Or, comme il n'y a pas autant de demandeurs que d'offreurs sur le marché, le prix de ces actifs s'effondre. On entre alors dans une spirale déflationniste jusqu'à ce que la situation financière des entreprises soit saine et que l'investissement reparte à partir notamment des fonds propres. **Cette théorie de Minsky emprunte à la pensée keynésienne l'incertitude radicale** dans laquelle évoluent les agents économiques, en l'occurrence ici les prêteurs et emprunteurs.

De manière plus générale, **les post-keynésiens ont tendance à inverser les causalités identifiées par les économistes libéraux** (classiques, néoclassiques, NEC, monétaristes...). Par exemple, ce n'est pas l'épargne qui détermine l'investissement, ni les dépôts qui font les crédits. Les post-keynésiens considèrent qu'une banque peut accorder un crédit sans avoir de ressources préalables et que ce crédit va venir abonder un compte de dépôt : « les crédits font les dépôts ». Ces crédits financent des opérations d'investissement qui vont contribuer à l'expansion du produit intérieur brut et, ce faisant, du niveau d'épargne nationale. Ainsi, c'est le volume d'investissement qui détermine le volume d'épargne et non l'inverse comme le proclament les économistes libéraux.

### 3. L'institutionnalisme : le principal courant hétérodoxe

L'institutionnalisme s'est construit parallèlement au libéralisme et au keynésianisme depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'économie institutionnaliste a produit son propre cadre d'analyse des phénomènes économiques. Son originalité est triple :

- Elle est la première approche à **intégrer dans l'analyse économique le rôle des institutions et des organisations**. L'un des fondateurs du courant, Gustave Von Schmoller, distingue les institutions des organisations dans son *Précis d'économie politique* publié en 1901. Les institutions sont « des systèmes d'habitudes et de règles issues de la morale, de la coutume du droit (...) relatives à un domaine donné du social » comme « *les institutions du mariage, du marché, du servage, de l'esclavage, de la monnaie, de la propriété* ». Autrement dit, les institutions se composent de règles qui contraignent les comportements des acteurs individuels et collectifs. Les organisations « *rassemblent des personnes et de biens en vue d'objectifs communs* » comme « *la famille, les associations, les corporations, les coopératives, les communes, les entreprises, l'Etat* ». Les organisations concentrent donc les acteurs dont le comportement est contraint par les institutions. En ce sens, les organisations sont instituées, mais les organisations peuvent aussi être instituant à l'image

- d'une entreprise qui fixe son règlement interne dans le cadre du droit du travail. Pour G. Von Schmoller, l'État se trouve « au coeur des institutions ». Dans les sociétés modernes, l'État « *en tant que législateur et administrateur exerce la plus grande influence sur les coutumes, le droit et toutes les institutions sociales* ». L'État constitue donc l'organisation instituante par excellence ;
- Elle accorde une **place déterminante au rôle de l'histoire dans l'analyse des faits et dynamiques économiques**. Les institutionnalistes contestent l'idée de lois universelles valables en tout lieu et à toute époque comme le supposent les économistes libéraux (lois « naturelles » chez les classiques comme la loi des débouchés de JB Say). Tout phénomène économique doit être interprété à l'aune d'un contexte situé historiquement et géographiquement. Il existe au mieux des régularités entre des contextes différents, mais en cas des lois universelles. La spécificité d'un contexte tient notamment aux caractéristiques des institutions et organisations. Par exemple, l'indexation des salaires sur l'inflation, qui a prévalu en France jusque'à la fin des années 1970, s'inscrivait dans un contexte institutionnel spécifique, celui du compromis fordiste. D'après ce compromis, qui a débuté à l'issue de la seconde Guerre mondiale, les syndicats acceptaient de se conformer aux nouvelles organisations du travail productivistes (dont l'OST) en échange de quoi les entreprises leur garrantissaient des hausses de salaire régulières grâce aux gains de productivité supplémentaires réalisés. Ce compromis a pris fin au début des années 1980 lorsque le capitalisme actionnarial a fait prévaloir les intérêts des actionnaires et la rémunération du capital au détriment de la rémunération du travail.
  - **Elle fait appel à l'interdisciplinarité** : les institutionnalistes envisagent l'économie comme une science sociale et, par conséquent, ils accordent une place déterminante à la sociologie,

### Document n°9 : Synthèse des différences entre post-keynésiens et libéraux

	Post-keynésiens	Libéraux
<b>Offre de monnaie</b>	Créée de façon <b>endogène</b> par les banques de second rang	Créée de façon <b>exogène</b> par la banque centrale
<b>Banques centrales</b>	Ont peu de prérogatives <i>de facto</i> (monarque constitutionnel) : elles ne contrôlent pas la quantité de monnaie. Sont dites <b>price setters</b> et <b>quantity takers</b> .	Sont toutes puissantes (hélicoptère) : elles contrôlent la quantité de monnaie. Sont dites <b>quantity setters</b> et <b>price takers</b> .
<b>Relation crédits/dépôts</b>	« Les crédits font les dépôts. »	« Les dépôts font les crédits. »
<b>Relation investissement/épargne</b>	L'investissement détermine l'épargne : $I \rightarrow S$	L'épargne détermine l'investissement : $S \rightarrow I$
<b>Théorie quantitative de la monnaie</b>	N'est pas valable : c'est le niveau d'activité qui détermine celui de la masse monétaire : $\Delta PQ \rightarrow \Delta M$	Est valable : c'est le niveau de la masse monétaire qui détermine celui de l'inflation : $\Delta M \rightarrow \Delta P$
<b>Politiques monétaires : Rules versus discretion</b>	Doivent être <b>discrétionnaires</b> ( <i>discretion</i> ), adaptées à la conjoncture économique.	Doivent obéir à des <b>règles monétaires</b> ( <i>rules</i> ) : règle k, politiques de ciblage des agrégats de masse monétaire

au droit, à la science politique, à l'anthropologie. Notons que les pères fondateurs de

l'économie institutionnaliste comme M. Weber, T. Veblen, G. Von Schmoller ou Commons sont aussi les pères fondateurs de la sociologie économique ou de l'économie du droit.

### *L'institutionnalisme allemand : institutions, développement et réforme sociale*

Historiquement, le courant institutionnaliste s'est tout d'abord développé en Allemagne et aux États-Unis à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, début du XX<sup>ème</sup> siècle. Dans les deux cas, les économistes **s'opposent à l'idée de « lois naturelles »** chez les classiques. Au contraire, ces économistes s'intéressent à la diversité des trajectoires de développement économique.

Cet intérêt renvoie dans le cas allemand à un **contexte historique particulier**. Dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Allemagne qui a engagé sa révolution industrielle n'arrive pas à rattraper l'Angleterre qui domine économiquement. Les premiers institutionnalistes allemands ont alors cherché à mettre en avant les caractéristiques singulières de cette trajectoire de développement<sup>8</sup>. Ils ont fait un usage pionnier des enquêtes statistiques pour mettre en évidence ces régularités statistiques. Parmi ces travaux, on peut citer ceux de Ernst Engel de 1895 : d'après la « loi » d'Engel : « plus un ménage est pauvre, plus la part du budget total consacrée à la nourriture est importante ». Cette observation s'appuie sur l'étude des budgets de 153 familles belges.

Pour les institutionnalistes allemands, **le capitalisme n'est pas capable de s'autoréguler** contrairement à ce que postulent les économistes libéraux. Il est plutôt traverser des cycles et des crises de nature endogène. Pour G. Von Schmoller, la phase ascendante d'un cycle (phase d'expansion) se caractérise par : un développement de l'innovation dans les entreprises comme dans les organisations politico-administratives, un essor du dynamisme productif, un climat de confiance. Au cours de cette phase ascendante, l'expansion de la production, la consommation et du crédit conduit à des déséquilibres entre : les rythmes de croissance de la production et de la consommation, les différents secteurs productifs, le développement du crédit et le système industriel. Ces déséquilibres font plonger l'économie dans une phase de pessimisme et de crise<sup>9</sup>.

Enfin, **l'État, en tant qu'organisation instituante par excellence, se développe parallèlement au capitalisme**. Ce phénomène est mis évidence par Adolph Wagner en 1872 dans son *Manuel d'économie politique*. Il constate, qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, dans les nations occidentales en voie d'industrialisation, les dépenses publiques croissent plus vite que l'activité économique globale. La régularité de cette tendance en Europe l'amène à qualifier cette observation empirique de « loi » : les dépenses publiques croissent plus rapidement que le revenu national et les contributions obligatoires comme volontaires (tiers-secteurs, ie domaine associatif) occupent une part croissante du budget des ménages. **Ce constat empirique s'explique de trois manières** pour Wagner :

- Le développement économique se traduit par **des besoins croissants en matière de régulation juridique de l'économie**. De nouvelles d'organisation de la vie collective sont indispensables au développement économique, provoquant des dépenses accrues pour l'administration générale, la police, l'armée, les renseignements généraux, les services secrets... bref pour les activités régaliennes de l'État gendarme

---

<sup>8</sup> C'est la raison pour laquelle Schmoller parle d' « économie socialement constituée » (1901)

<sup>9</sup> J. Schumpeter s'est inspiré des institutionnalistes allemands dans son analyse des cycles et des crises.

- La **complexité croissante de la société et de l'économie, liée à l'industrialisation et l'urbanisation, exige interventionnisme croissant** : « le développement de l'économie, notamment celui de la division nationale et internationale du travail, celui de la libre concurrence, crée des conditions de circulation et des relations juridiques toujours plus compliquées. Il en résulte un accroissement des conflits juridiques, des conflits d'intérêts entre individus, groupes sociaux ou classe qui pose des exigences plus grandes à l'activité préventive et répressive de l'État, à sa mise en oeuvre du droit (...) et à l'effectivité de son pouvoir de conciliation et d'arbitrage des intérêts antagonistes ». Autrement dit, l'industrialisation et la complexification croissante de la société et de l'économie requiert des changements technologiques et exige des investissements d'une importance telle que seul l'état est en mesure de les réaliser (infrastructures lourdes...) ou d'aider à leur réalisation (réseaux ferroviaires...).
- La hausse du niveau entraîne une **augmentation de la demande de biens supérieurs** comme l'éducation (financement des écoles), la santé (financement d'un système hospitalier), des communications (transports, postes et télégraphes).

En bon institutionnaliste, Wagner considère que cette régularité statistique ne doit pas occulter la diversité des formes historiques d'État qui varient d'un territoire à un autre, d'une époque à une autre.

La loi de Wagner reflète la conception dominante de l'État chez les institutionnalistes allemands : **l'État social, en tant qu'organisation instituante, est indispensable à la régulation du capitalisme**. C'est d'ailleurs pour cette raison que Schmoller fonde l'« Association pour la politique sociale » pour « éclairer du flambeau de la connaissance le chemin de la politique pratique ». Les institutionnalistes ont d'ailleurs influencé les débats pour la création du premier système de sécurité sociale moderne dans les années 1880.

### *L'institutionnalisme américain*

C'est durant la période d'entre-deux guerres que l'institutionnalisme connaît sa plus forte influence aux Etats-Unis. **Les institutionnalistes américains ont été particulièrement influents lors de la politique du New Deal**. Deux grandes figures ressortent : Thorstein Veblen et John Commons.

T. Veblen a été le premier à qualifier de « néoclassiques » tous les économistes qui adhéraient à l'hypothèse d'un homo economicus utilitariste et calculateur. Pour lui, cette approche statique (qui s'appuie sur la notion d'équilibre partiel ou général) de l'économie ne peut pas rendre compte des changements permanents qui la régissent. **S'inspirant de la théorie évolutionniste de Darwin, il préfère envisager le rôle des institutions qu'il définit comme des habitudes de pensée et d'action dominantes dans la société**. La conception d'institution de Veblen est plus large que celle de Schmoller puisqu'il recoupe à la fois des systèmes de règles et d'habitude (propriété, consommation ostentatoires, codes vestimentaires, etc.) et des organisations (entreprise, etc.). Les institutions se trouvent au coeur du changement social : les actions individuelles sont à l'origine des institutions, mais celles-ci encadrent et conditionnent les actions individuelles présentes.

Parmi les institutions retenues par Veblen se trouve **la consommation ostentatoire**. Il s'agit d'une approche institutionnaliste de la consommation : dans *La théorie de la classe de loisir* (1899), Veblen montre comment les individus peuvent s'inscrire dans une logique de distinction sociale, par instinct d'émulation et besoin d'être reconnu par le groupe. C'est ainsi

que les classes supérieures consomment des biens de luxe dont l'utilité est douteuse pour se démarquer des classes laborieuses. La consommation reflète une appartenance de classe. Cette théorie remet en question l'analyse néoclassique puisque l'élasticité-prix de la demande est ici positive alors qu'elle devrait être négative. Elle illustre également la démarche interactionniste de Veblen puisque la consommation ostentatoire qui émane des comportements individuels crée un effet de mode durable qui encadre et conditionne les pratiques de consommation (j'achète une voiture de luxe car elle est le reflet d'une appartenance aux classes supérieures).

**John Commons est l'autre figure emblématique de l'institutionnalisme américain.** Il est l'un des fondateurs de l'économie du droit : il s'agit de comprendre comment les sphères juridique et économique s'influencent mutuellement. Commons s'appuie sur les concepts d'institutions et organisations pour saisir cette relation. Il définit l'institution comme "*l'action collective contrôlant l'action individuelle*" et distingue alors les institutions informelles (comme la coutume inorganisée) des institutions formelles (les organisations comme l'État, l'entreprise, les syndicats ou le *Federal Reserve System*). Trois types d'organisation peuvent être distinguées : les organisations politiques (dont la plus grande demeure l'État), économiques et culturelles. Dans ces organisations, les actions collectives et individuelles s'influencent réciproquement par des transactions : (i) les transactions de marchandages entre des acteurs juridiquement égaux, mais dotés de pouvoirs de marchandages inégaux (ces transactions portent sur les biens et droits de propriété) ; (ii) les transactions de direction ou du management orientées vers l'efficacité avec un rapport hiérarchique de commandement ; (iii) transactions de répartition qui distribuent les coûts et avantages entre participants (fixation des salaires, des prix).

**Les transactions passent alors par la coopération, le conflit ou les règles du jeu.** Dans les transactions, tout droit s'accompagne d'un devoir réciproque et toute liberté d'une vulnérabilité. Ainsi, l'employeur est vulnérable face à la liberté de rester ou de partir de son salarié et le salarié est vulnérable face à la liberté de l'employeur de le conserver ou de le licencier. Le conflit et le pouvoir sont donc omniprésents dans les organisations, mais des règles de droit des organisations permettant toutefois une « mutualité praticable » et stabilisent les anticipations des individus. Ce dernier point est essentiel car pour Commons les individus et organisations agissent dans le cadre institutionnel actuel, mais leurs actions sont portées vers leurs représentations du futur (la « futurité » pour Commons).

*L'institutionnalisme français : théorie des conventions et de la régulation*

**Au croisement du keynésianisme et du marxisme, l'école de la régulation explique les crises économiques à travers l'évolution historique du capitalisme.** Elle est principalement représentée en France par Robert Boyer<sup>10</sup>. Chaque période de croissance économique est associée à un « mode de régulation » qui combine deux dimensions :

- un « régime d'accumulation » qui désigne la manière dont la sphère productive accumule des richesses (organisation de la production de la firme, mode d'extraction de la plus-value (plus-value absolue par allongement de la durée du travail ou plus-value relative par une amélioration de la productivité du travail), nature sectorielle de la production...);

---

<sup>10</sup> Robert Boyer, « La théorie de la régulation. Les fondamentaux », 2004.

- des « formes institutionnelles » qui renvoient à la « codification des rapports sociaux ». On distingue 5 formes institutionnelles : les formes de la concurrence, le rapport salarial, le rôle de l'Etat, le mode d'insertion internationale, le rôle de la monnaie.

La crise de 1929 correspond alors à une crise du mode de régulation concurrentiel. En effet, il y a régime d'accumulation intensive de richesses avec les gains de productivité permis à l'organisation scientifique du travail, mais il n'y pas de consommation de masse pour écouler le stock de production. Ce manque de consommation provient de ce que les « formes institutionnelles » ne sont pas adaptées : le salaire est perçu comme un coût et non comme un vecteur de demande. Cette explication de la crise de 1929 mobilise à la fois des références keynésiennes (l'insuffisance de la demande) et marxistes (« le mode de régulation » qui fait écho au « mode de production »).

**L'école des conventions, qui s'est développée dans les années 1980 sous l'impulsion de plusieurs économistes<sup>11</sup>, consiste à comprendre comment les individus parviennent à mettre en place des règles de coopération et de comportements (les « conventions ») dans des situations d'incertitude avec pour hypothèse centrale que les individus ont une rationalité limitée.** L'économie des conventions se concentre particulièrement sur les conventions qui régissent les échanges. Elle amène à concevoir le marché d'une manière différente de l'analyse classique où l'échange fait de manière mécanique. Le marché selon l'économie des conventions fonctionne par le biais de conventions (savoirs collectifs, normes implicites, etc.). Un échange entre deux acteurs n'est possible que s'ils partagent une convention sur ce qui est échangé. Dans la vision classique, seul le rapport au prix est déterminant. Mais dans « De la justification. Les économies de la grandeur » (1991), Luc Boltanski et Laurent Thévenot montrent qu'il existe une pluralité de conventions telles que la réputation ou la confiance. Cette pluralité donne lieu à différentes grammaires au sein duquel les conventions fonctionnent selon leur propre logique. Par exemple, dans le cas d'une voiture de luxe, et plus généralement de ce que Thorstein Veblen appelle dans « La théorie de la classe de loisir » (1899) la consommation ostentatoire (c'est-à-dire tous les biens dont la finalité consiste à affirmer un statut social, une personnalité), c'est moins le prix qui importe que les qualités propres de cette voiture, sa rareté, son prestige, sa désirabilité sociale, etc.

---

<sup>11</sup> Dupuy Jean-Pierre, Eymard-Duverney François, Favereau Olivier, Salais Robert et Thévenot Laurent, 1989, "Économie des conventions", Revue économique, vol 40, n°2.